

DÉFENDRE LES TERRITOIRES, DÉFENDRE NOS VIES



AT APAC
DÉFENSEURS DES
DROITS HUMAINS
ENVIRONNEMENTAUX

NOVEMBRE | 2019

PROTÉGER LES DROITS HUMAINS ET L'ENVIRONNEMENT
DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE PAR LE CHANGEMENT DU SYSTÈME



Amis de
la Terre
Asie-Pacifique

Mobiliser résister transformer

DÉFENDRE LES TERRITOIRES, DÉFENDRE NOS VIES

Amis de la Terre Asie-Pacifique
NOVEMBRE | 2019

AMIS DE LA TERRE ASIE-PACIFIQUE (AT APAC) EST UNE ENTITÉ RÉGIONALE D'AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL (ATI), FÉDÉRATION D'ORGANISATIONS LUTTANT POUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE, PRÉSENTE DANS 73 PAYS ET COMPTANT PLUS DE 1,5 MILLIONS DE MEMBRES. AT APAC EST UN COLLECTIF D'ORGANISATIONS INDÉPENDANTES QUI TRAVAILLENT AVEC DES COMMUNAUTÉS LOCALES SUR DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ET JURIDIQUES DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE. AT APAC EST COMPOSÉE DE DIVERSES ORGANISATIONS, ALLANT DE TRÈS PETITS GROUPES GÉRÉS PAR DES BÉNÉVOLES À DE VASTES GROUPES (EMPLOYANT JUSQU'À 250 PERSONNES ET COMPTANT JUSQU'À 90 000 MEMBRES). ACTUELLEMENT, AT APAC EST COMPOSÉ DE 13 ORGANISATIONS MEMBRES BASÉES DANS LES PAYS SUIVANTS : AUSTRALIE, BANGLADESH, JAPON, INDONÉSIE, MALAISIE, NÉPAL, PALESTINE, PAPOUSIE-NOUVELLE-GUINÉE, PHILIPPINES, RUSSIE, CORÉE DU SUD, SRI LANKA ET TIMOR ORIENTAL.

NOTRE VISION EST CELLE D'UN MONDE EN PAIX ET DURABLE, FONDÉ SUR DES SOCIÉTÉS VIVANT EN HARMONIE AVEC LA NATURE. NOUS ENVISAGEONS UNE SOCIÉTÉ DE PEUPLES INTERDÉPENDANTS VIVANT DANS LA DIGNITÉ, LA PLÉNITUDE ET L'ACCOMPLISSEMENT, DANS LAQUELLE L'ÉQUITÉ ET LES DROITS HUMAINS ET LES DROITS DES PEUPLES SONT RESPECTÉS. UNE SOCIÉTÉ FONDÉE SUR LA SOUVERAINETÉ ET LA PARTICIPATION DES PEUPLES.

Auteurs : Ronnie Hall, Romel de Vera, Theiva Langam et Sam Cossar-Gilbert. **Études de cas présentées par :** BELA/Amis de la Terre Bangladesh; WALHI/Amis de la Terre Indonésie; Sahabat Alam Malaysia/Amis de la Terre Malaisie; PENGON/Amis de la Terre Palestine; LRC/KsK/Amis de la Terre Philippines; RSEU/Amis de la Terre Russie; et CEJ/Amis de la Terre Sri Lanka. **Remerciements :** Amis de la Terre Asie-Pacifique remercie sincèrement tous les groupes membres de la région Asie-Pacifique, les communautés locales avec lesquelles ils travaillent et leurs alliés, pour leur participation à ce projet triennal et pour leurs contributions à ce rapport. Nous souhaitons également saluer l'immense soutien apporté par Loreto De Amunategui et Rome De Vera dans la gestion de ce projet. **Conception :** www.onehemisphere.se. **Photo de couverture :** Ibu Rumsiah de Kalimantan. L'Indonésie résiste à la centrale à charbon d'Indrumayu. © Luka Tomac/Amis de la Terre International.

Traduction : Chloé Dusaussoy (français) et Redes/Amis de la Terre Uruguay (espagnol).

La reproduction ou la diffusion de tout ou partie des informations contenues dans cette publication sont autorisées à des fins éducatives ou à d'autres fins non commerciales, à condition que le titre de la publication, l'année de publication et les titulaires des droits d'auteur de la publication y soient mentionnés en entier. **Publié par :** Amis de la Terre Asie-Pacifique. Tous droits réservés © 2019 Amis de la Terre Asie-Pacifique.



Ce rapport a été publié avec le soutien de l'Union européenne. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent qu'Amis de la Terre Asie-Pacifique.

SOMMAIRE

1. PREMIÈRE PARTIE: SACRIFIER LES POPULATIONS PAR SOIF DE PROFITS	3
2. DEUXIÈME PARTIE: ÉTUDES DE CAS	8
BANGLADESH : RAMPAL AU BORD DE LA CATASTROPHE EN MATIÈRE D'AMÉNAGEMENT	8
INDONÉSIE : L'IMPACT DÉVASTATEUR DE TOD WALINI	10
MALAISIE : L'ACCAPAREMENT DES OCÉANS DÉTRUIT LES ZONES CÔTIÈRES ET LES COMMUNAUTÉS DE PÊCHEURS	12
PALESTINE : EMPOISONNÉS PAR L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE ISRAËLIENNE?	14
RUSSIE : LES EXPORTATIONS À HAUT RISQUE DE TECHNOLOGIES LÉTALES PAR ROSATOM	16
SRI LANKA : PILLAGE DES RESSOURCES ET CRIMINALISATION DES DÉFENSEURS	18
PHILIPPINES : LE CAFÉ À L'HEURE DE L'IMPUNITÉ	20
3. TROISIÈME PARTIE: GARANTIR LA SÉCURITÉ DES PERSONNES : CHANGEMENT DE SYSTÈME ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES	22
BIBLIOGRAPHIE	25

www.foeasiapacific.org

mobiliser résister transformer

amis de la terre asie-pacifique
c/o Sahabat Alam Malaysia (SAM)
No. 1, Jalan Joki,
11400 Penang, Malaisie

tel: +604 827 6 930 fax: +604 827 6 932
email: apacrf@gmail.com
Suivez-nous : twitter.com/foeasiapacific
facebook.com/FoEAsia



SACRIFIER LES POPULATIONS SUR L'AUTEL DU PILLAGE ET DES PROFITS

01



Avenir incertain : Une mère et son enfant T'boli Manobo devant une petite exploitation paysanne. © LRC-KsK/Amis de la Terre Philippines

« ...Aujourd'hui, nous rendons aussi hommage aux défenseurs des droits humains qui risquent leur vie pour protéger les populations face à la recrudescence de la haine, du racisme, de l'intolérance et de la répression. En effet, les droits humains sont menacés de par le monde. Les valeurs universelles sont érodées. L'État de droit se fissure. Plus que jamais, notre devoir collectif aujourd'hui est clair : défendons les droits humains, pour tous et partout. »¹

Message du secrétaire général de l'ONU lors du 70^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du 20^{ème} anniversaire de la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits humains le 10 décembre 2018.

Dans une tendance alarmante, un nombre croissant de défenseurs des territoires² se trouve actuellement en danger pour avoir revendiqué et défendu des droits humains. Selon le rapport du Rapporteur spécial de l'ONU pour les défenseurs des droits humains à l'Assemblée générale des Nations Unies de 2018, depuis l'adoption de la Déclaration de l'ONU sur les défenseurs des droits humains il

y a vingt ans, on estime à 3500 le nombre de défenseurs des droits humains qui ont été assassinés dans leur combat pour ces droits.³

Ce sont les paysans et les peuples autochtones qui défendent les terres, l'environnement et les droits des peuples autochtones qui se voient confrontés aux plus lourdes menaces : ils ont presque trois fois plus de risques d'être attaqués que les défenseurs dans d'autres secteurs.⁴ Leur résistance entraîne une répression violente de la part des acteurs étatiques et non-étatiques puissants, qui, de plus en plus, pratiquent l'intimidation à l'encontre des communautés et des défenseurs, allant jusqu'à organiser des meurtres en toute impunité.

Global Witness a calculé qu'en 2018, trois défenseurs des territoires ont été tués en moyenne par semaine pour avoir défendu leur maison, leurs forêts et leurs rivières de l'invasion par les industries minières, l'exploitation forestière ou l'agro-industrie. Ils ont recensé 164 assassinats dans le monde, avec un record de cas dans l'industrie minière. Les forces de sécurité de l'Etat ont été impliquées dans 40 meurtres et des acteurs du secteur privés sont soupçonnés d'avoir été impliqués dans 40 cas. Global Witness souligne que ces meurtres sont perpétrés dans un climat de stigmatisation et de criminalisation des défenseurs, de leurs familles et de leurs communautés, visant à les intimider et à étouffer leur résistance à des projets gouvernementaux ou privés destructeurs et à leurs conséquences sur les terres, les moyens de subsistance et l'environnement.⁵

SACRIFIER LES POPULATIONS SUR L'AUTEL DU PILLAGE ET DES PROFITS SUITE

« ILS SE SONT CONFRONTÉS AUX PUISSANTS
ET ONT ÉTÉ TUÉS DE SANG-FROID »⁶

Les défenseurs des droits humains environnementaux luttent pour que chacun ait droit à un environnement sûr, sain, équilibré et durable et pour tous les droits humains connexes, tels que les droits à la santé, aux moyens de subsistance, aux services culturels et sociaux - des droits inscrits dans plusieurs instruments juridiques, que les États sont censés respecter, protéger et appliquer. C'est parce qu'ils défendent ces droits, les communautés, les territoires, les ressources et l'environnement que les défenseurs des territoires sont confrontés à des violences perpétrées par les gouvernements et les entreprises, avant même d'être ciblés eux-mêmes personnellement par des attaques.

En 2016, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits humains, Michel Forst, a tiré la sonnette d'alarme sur les meurtres, les menaces, le harcèlement et les intimidations endémiques à l'encontre des défenseurs dans son rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies. Il y exhortait les États à inverser cette tendance à l'augmentation de la violence, de l'intimidation, du harcèlement et de la diabolisation des personnes qui défendent et promeuvent les droits à la terre et les droits environnementaux. Il recommandait « ... une meilleure reconnaissance du rôle des défenseurs des droits humains environnementaux, de leur offrir une meilleure protection et de leur donner les moyens de poursuivre leurs activités légitimes de défense des droits humains »⁷

Depuis, les meurtres et les agressions n'ont cessé d'augmenter. A la présentation des résultats de l'enquête mondiale menée par son bureau en 2018, Michel Forst a souligné les restrictions imposées aux défenseurs et les agressions qui les visaient directement. Selon lui, non seulement les États ne sont pas parvenus à protéger les défenseurs, mais ils ont aussi activement entravé l'exercice des droits énoncés dans la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits humains. Cela l'a amené à remarquer que, souvent, la réduction des espaces civiques s'est convertie en arme contre les défenseurs des droits humains.⁸ Cela vaut particulièrement pour les défenseurs des territoires, qui sont constamment menacés et agressés lorsque les entreprises, investisseurs et gouvernements cherchent à tirer profit d'investissements dans des projets extractifs, d'infrastructures ou du secteur énergétique.

« C'est un phénomène constaté partout dans le monde : les défenseurs des terres et de l'environnement, dont une partie considérable est issue des peuples autochtones, sont déclarés comme étant des terroristes, des voyous ou des criminels, pour défendre leurs droits, ou simplement pour vivre sur des terres convoitées par d'autres... Ce qui commence comme des campagnes de dénigrement

(on les taxe de « réfractaires au développement ») mène à des poursuites juridiques, à des arrestations, puis, souvent, à des violences. Les auteurs de ces violences agissent généralement en toute impunité et sont rarement poursuivis en justice. »⁹

La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz, elle-même taxée de terroriste par le gouvernement philippin en mars 2018.

En mars 2019, la 40^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté une résolution spéciale sur les défenseurs des territoires qui fait état de « ... graves inquiétudes quant à la situation des défenseurs des droits humains environnementaux dans le monde et condamne fortement les assassinats et autres violations des droits humains et sévices à l'encontre des défenseurs des droits humains environnementaux, notamment des défenseurs des droits humains femmes et issus des peuples indigènes, perpétrés par des acteurs étatiques et non-étatiques »¹⁰ La résolution condamnait les représailles, les violences, la criminalisation, l'intimidation, les détentions arbitraires, la torture, les disparitions et les meurtres de défenseurs des territoires; elle attirait l'attention sur le problème de l'impunité, des violences de genre et sexuelles, et sur la discrimination systémique et structurelle subie par les défenseurs des droits humains femmes et indigènes et par les migrants. Les observateurs espèrent ainsi envoyer un message clair aux États en leur montrant que, dans la lutte pour les droits humains, les défenseurs des territoires sont considérés non pas comme des menaces mais comme des partenaires qui doivent être protégés.¹¹

DES DROITS POUR LES ENTREPRISES ET LES INVESTISSEURS, DES VIOLENCES POUR LES POPULATIONS¹²

Il existe une corrélation spatiale entre les lieux où sont commis les meurtres et les régions où les entreprises extraient des ressources naturelles et où l'état de droit est affaibli. Les secteurs de ressources naturelles qui commanditent ces meurtres sont généralement l'agriculture, le secteur minier, le secteur de l'eau et celui des barrages. La faiblesse de l'état de droit dans certains pays facilite l'accaparement des terres et des ressources hydriques et les déplacements forcés des communautés, et elle mène également à une impunité généralisée de ces meurtres.¹³

Le modèle économique mondial néolibéral fondé sur une production et une consommation insoutenables de produits requérant beaucoup de ressources encourage l'accaparement de terres et attise les conflits liés à l'accès aux ressources sur les territoires indigènes et dans les communautés rurales. L'absence de réglementation et la faiblesse de l'état de droit permet à des figures puissantes du secteur privé d'agir en toute impunité. Ces deux facteurs donnent lieu à des morts tragiques : de 2002 à 2017,

1558 meurtres de défenseurs des territoires ont été recensés dans 50 pays.¹⁴ Le système économique dominant actuel exploite les inégalités entre les peuples et les nations, créées sous les anciens systèmes coloniaux et préservées par le régime actuel de commerce et d'investissement international, qui transforme les ressources naturelles et humaines en marchandises. Il est verrouillé par des accords bilatéraux et multilatéraux conclus par les

gouvernements, financé par les institutions financières internationales et imposé à l'intérieur des états, souvent par la corruption et l'autoritarisme. Dans l'ensemble, le système est fortement biaisé en faveur des intérêts des acteurs économiques influents qui font des profits au détriment des populations (y compris des générations futures) et de notre environnement, ce qui entraîne des conflits.

COMMISSION INTERGOUVERNEMENTALE DES DROITS HUMAINS DE L'ASEAN

En 2019, la Commission intergouvernementale des droits humains de l'ASEAN (AICHR) a célébré ses dix ans d'existence en tant qu'organe consultatif de l'ASEAN travaillant sur toutes les questions relatives aux droits humains. Cependant, dix ans après, elle se contente encore de promouvoir la protection des droits humains et n'a jamais évolué vers un véritable régime de mise en œuvre et d'application des droits humains.

En effet, la AICHR est conçue sur les mêmes principes fondamentaux que l'ASEAN : ceux de non-intervention, de respect de la souveraineté et de consensus dans la prise de décision,¹⁶ avec un mandat limité. Elle n'a donc aucun moyen de mettre sur la sellette un pays membre qui enfreindrait des droits humains¹⁷ et elle ne fonctionne pas comme une instance judiciaire. Son mandat reconnaît également qu'elle admet qu'il incombe à chaque état membre de promouvoir et protéger les libertés fondamentales et les droits humains.¹⁸

La région Asie-Pacifique ne dispose aujourd'hui d'aucun mécanisme permettant de mettre en place des mesures contre les atteintes aux droits humains, malgré le nombre considérable de violations recensées par les organisations de la société civile dans la région. L'AICHR est bien plus faible que d'autres organes régionaux de droits humains, comme la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Avec la recrudescence des violences à l'encontre des défenseurs des droits humains environnementaux (DDHE), il est temps que l'AICHR soit transformé en organe judiciaire. Les dirigeants devraient faire pression en interne pour impulser des réformes et encourager la coopération entre Etats membres pour s'attaquer au problème des violations des droits humains à bras-le-corps.

Les gouvernements au sein de l'ASEAN devraient modifier leurs principes fondamentaux et permettre des mesures contre les états membres qui violent systématiquement les principes des droits humains, et privent les populations de droits fondamentaux à la vie, la liberté, aux moyens de subsistance et à un environnement propre et sain.

Ily a aujourd'hui un fort déséquilibre entre l'application et la force des règles de protection des investisseurs internationaux et la protection des droits humains. Les institutions et le droit internationaux ne parviennent pas à remédier au manque d'accès à la justice pour les populations affectées et celles qui défendent les droits humains. Alors que les droits des investisseurs sont protégés et s'appliquent au niveau international, les citoyens et les communautés affectées doivent se contenter du bon-vouloir des entreprises soumises à de simples directives volontaires lorsqu'ils luttent pour défendre leurs droits contre les intérêts des grandes firmes. Les mécanismes de doléances ne fonctionnent pas, car ils ne présentent aucun mécanisme d'exécution ni de sanctions efficace. A l'opposé, les accords internationaux de libre-échange et d'investissement garantissent aux entreprises des droits contraignants et une protection au niveau international.¹⁵

Dans la région Asie-Pacifique, les accords de libre-échange régionaux et bilatéraux conclus après l'établissement de l'Organisation Mondiale du Commerce - comme le Partenariat Trans-Pacifique ou TPP, maintenant appelé Partenariat transpacifique global et progressiste - ont inclus des accords

d'investissements sur production des biens de consommation. Il existe également des accords d'investissements régionaux spécifiques tels que l'Accord d'investissement global de l'ASEAN (ASEAN Comprehensive Investment Agreement - ACIA). Les sociétés transnationales utilisent les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États de ces accords pour poursuivre en justice les gouvernements osant introduire des mesures qui les empêchent de mener leurs activités économiques comme elles l'entendent.

Les menaces qui pèsent sur les défenseurs des territoires sont souvent liées à de grands projets d'infrastructure et d'investissement. Les infrastructures et les investissements dans les énergies polluantes sont financés via des emprunts à des institutions telles que la Banque Asiatique de Développement (ADB) ou Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (AIIB), y compris l'initiative chinoise de la nouvelle route de la soie (Belt and Road Initiative - BRI). Le discours du président indonésien Widodo lors de sa réélection illustre bien comment les gouvernements ouvrent leurs pays aux investissements et à l'extraction des ressources, quel qu'en soit le prix:

SACRIFIER LES POPULATIONS SUR L'AUTEL DU PILLAGE ET DES PROFITS SUITE

« (...) nous devons aussi accueillir autant d'investissements que possible pour créer de l'emploi. Personne ne saurait être allergique aux investissements. C'est ainsi que nous créons le plus d'emplois possibles. Tout ce qui fait obstacle aux investissements devra donc disparaître, comme les processus d'autorisation longs et compliqués, notamment les prélèvements illégaux. Attention, à l'avenir, je garantis que je traquerai, je contrôlerai, je vérifierai et je punirai si nécessaire! Il n'y aura plus d'obstructions aux investissements car ils sont la clef à la création d'emplois ».¹⁹

Le président Joko Widodo, Indonésie.

L'entreprise publique russe du secteur nucléaire Rosatom a conclu des accords de coopération nucléaire avec des pays comme le Bangladesh et les Philippines, comme le montre l'étude de cas de ce rapport. Ce sont ces accords sur les emprunts et les investissements qui débouchent sur la privatisation et l'accaparement des services sociaux, des ressources et des communs, avec, à la clef, l'exploitation généralisée des travailleurs et le pillage des ressources hydrauliques, minières et forestières auquel résistent les communautés et les défenseurs des territoires. Ainsi, le piège de la dette qui a obligé le Sri Lanka à céder le contrôle du port d'Hambontota à la Chine pendant 99 ans a débouché sur des catastrophes environnementales (inondations, intrusions dans les couloirs réservés aux éléphants, glissements de terrains, érosion des côtes, pollution de l'air et amenuisement des stocks de poissons.²⁰ Les militants écologistes de Malaisie, d'Indonésie et des Philippines ont également exprimés leurs inquiétudes concernant les projets ferroviaires, d'extension sur la mer et de barrages soutenus par la Chine dans leurs pays.

LA NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE (BRI)

La nouvelle route de la soie (BRI) est un méga-projet soutenu par la Chine visant à financer des infrastructures reliant la Chine à quelques 65 pays, du Pacifique occidental à la Mer Baltique. Créant une vaste zone de coopération économique libéralisée,²¹ il permettra à la Chine d'accéder à de nouveaux marchés et d'étendre son influence économique et politique à travers l'Asie. La BRI est très préoccupante, de par les terres et les ressources qu'elle requerra notamment, l'absence de normes environnementales de la Chine et son imperméabilité aux campagnes de sensibilisation envers l'opinion publique, et le fait que les emprunts chinois sont liés à un risque accru de surendettement dans la région, en particulier pour des pays comme le Kirghizistan, le Laos, les Maldives, la Mongolie, le Pakistan, le Sri Lanka et le Tadjikistan.^{22,23,24} Les entreprises chinoises dominent désormais le classement Forbes des dix plus grandes entreprises du monde, occupant quatre places dont la première (la Banque industrielle et commerciale de Chine) et la seconde (la Banque chinoise de construction).²⁵

Les inégalités croissantes sont aussi un autre facteur de tensions. Les inégalités de revenu ont atteint leur plus haut niveau depuis cinquante ans²⁶ - la moitié la plus pauvre de l'humanité a vu sa richesse diminuer de 11% en 2018, alors que la fortune des milliardaires a augmenté de 12%.²⁷ Cette évolution du rapport de force met encore plus en danger ceux qui cherchent à protéger leurs territoires et leurs ressources - car, tandis que leurs besoins augmentent, les acteurs économiques riches et puissants ont de plus en plus de moyens pour répondre par la violence, dans les faits, tolérée par le système.

ENNEMIS D'ETAT

Dans la région Asie-Pacifique, la montée de gouvernements d'extrême-droite et autoritaires a aussi facilité la progression des sociétés transnationales, essentiellement via l'accaparement des terres et des ressources pour l'industrie extractive, les barrages, et l'exploitation des océans. Ceux qui tentent de défendre leurs territoires et ressources ancestraux subissent un harcèlement à la fois physique et sur Internet, et les défenseurs ont une probabilité croissante d'être stigmatisés ou traités en criminels.

Les Philippines sont le pays le plus dangereux de la région (et le troisième pays le plus dangereux au monde) : 39 défenseurs des droits humains ont été assassinés en 2018.²⁸ Global Witness estime que 30 d'entre eux étaient des défenseurs des territoires. Le président Duterte menace ouvertement les militants des droits humains aux Philippines.²⁹

Des mesures de « sécurité nationale », souvent prises au nom de la lutte contre le terrorisme, sont utilisées pour resserrer le contrôle des élites sur les territoires, réduisant les capacités d'agir comme contre-pouvoir des défenseurs et de la société civile. Ainsi, l'étude de cas de ce rapport montre qu'il est devenu illégal au Sri Lanka de manifester contre les décharges très polluantes qui inquiètent beaucoup à travers le pays. Au Bangladesh, une nouvelle législation sur la sécurité numérique va aussi probablement être utilisée à des fins d'intimidation et d'emprisonnement de toute personne impliquée dans la contestation en ligne - la législation qu'elle substitue avait déjà servi à arrêter plus de 1000 personnes.³⁰

Des meurtres de défenseurs de territoires ont également été recensés au Cambodge, en Inde, en Iran, en Irak, en Birmanie, à Oman, en Palestine, au Pakistan et en Syrie.³¹ Des défenseurs ont subi d'autres types de violations dans d'autres pays de la région, dont l'Indonésie, le Japon, le Laos et la Malaisie. Ces violations ne sont probablement pas dénoncées ni recensées dans certaines parties de l'Asie,³² et les chiffres sont certainement largement sous-estimés.

Les discours comme celui adopté par le président indonésien Widodo constituent des menaces ouvertes contre les peuples autochtones et les écologistes. Comme en Malaisie et aux Philippines, c'est la législation inégalitaire sur l'accès à la terre et aux ressources qui a facilité l'accaparement de terres possédées et habitées par les peuples autochtones et de forêts gérées collectivement par les communautés rurales indigènes, pour y

01

développer des plantations et des activités minières.³³ Les conflits liés à la terre ont mené à de nombreux accès de violence dans la région, allant d'intimidation et d'attaques envers les peuples autochtones qui montaient des barricades contre les abattages sur leurs territoires ancestraux en Malaisie jusqu'au meurtre du leader indigène opposé aux plantations Datu Victor et de membres de sa famille et de sa communauté aux Philippines.

Il est crucial de bien comprendre la nature systémique des menaces et de la violence contre les défenseurs des territoires pour juguler le bain de sang. Pour peu que l'on aspire à un monde basé sur les principes de démocratie, de justice et de paix, dans lequel les peuples ont la souveraineté sur leurs territoires et leurs ressources et ont la possibilité de participer aux processus de prise de décision, il faut absolument changer le système actuel.

Les relations durables des communautés locales et indigènes avec leur environnement en Asie-Pacifique reposent sur des liens culturels aussi riches et divers que les ressources et paysages naturels de la région. De la Palestine au Sri Lanka, du Japon à la Malaisie, de l'Indonésie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, cette connexion harmonieuse avec la nature est observée à travers différents rites religieux, pratiques agro-écologiques, préparations culinaires, manières de gérer la terre et via la gestion, utilisation et consommation traditionnelles des ressources.

Au lieu de défendre cette vision du monde et ce mode de vie, qui a préservé les ressources et a conservé des pratiques durables d'utilisation des ressources, les gouvernements de la région Asie-Pacifique ont opté pour un développement capitaliste et une croissante économique insoutenable, favorisant le contrôle oligarchique par le biais de l'Etat et le pillage des ressources par les entreprises.

C'est dans ce contexte que les défenseurs des territoires et les soldats du climat sont vilipendés et montrés du doigt comme des terroristes, tandis que les pilliers de ressources sont glorifiés et encensés; les législations permettent l'entrée d'investissements pour les extractions mais par pour les financements aux ONG; les femmes défenseurs des territoires sont diabolisées, menacées, violentées et assassinées; les forces de sécurité protègent les activités des entreprises et s'en prennent aux communautés autochtones et aux militants écologistes; et les défenseurs des droits humains environnementaux sont brisés alors que les auteurs de violence jouissent d'une totale impunité.



La mystica d'Amis de la Terre Asie-Pacifique, qui célébrait Diwali, avec le mantra Gayatri pour la vie, l'illumination et l'espoir, à l'Assemblée Générale Biennale d'Amis de la Terre International 2018 au Nigéria.
© Amelia Collins/Amis de la Terre International Earth International.

NOTES :

- 1 Message du secrétaire général de l'ONU pour 2018, <https://www.un.org/en/events/humanrightsdays/gsmmessage.shtml>
- 2 « Défenseurs des territoires » est utilisé comme expression largement usitée et comprise de par le monde. Au sein d'Amis de la Terre Asie-Pacifique, c'est l'expression « défenseurs de l'environnement et des droits humains » (DEDH) qui est généralement employée.
- 3 *Situation des défenseurs des droits de l'homme*, Assemblée générale de l'ONU, A/73/215, <https://undocs.org/fr/A/73/215>
- 4 *'Record number' of human rights defenders*, The Irish Times, 8.1.2019, <https://www.irishtimes.com/news/world/record-number-of-human-rights-defenders-killed-in-2018-1.3751425>
- 5 *Enemies of the State?*, Global Witness, 2019, <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/enemies-state/>
- 6 C'est le titre de l'ouvrage de Michel Forst en 2018, basé sur son rapport à l'Assemblée générale des Nations unies (A/71/281) concernant la situation des défenseurs des droits humains environnementaux, https://www.protecting-defenders.org/sites/protecting-defenders.org/files/environmentaldefenders_0.pdf
- 7 *They spoke truth to power and were murdered in cold blood*, Michel Forst, 2018, https://www.protecting-defenders.org/sites/protecting-defenders.org/files/environmentaldefenders_0.pdf
- 8 *World Report on the Situation of Human Rights Defenders*, Michel Forst, 2018, <https://www.protecting-defenders.org/sites/protecting-defenders.org/files/UNSR%20HRDs-%20World%20report%202018.pdf>
- 9 *Enemies of the State?*, Global Witness, 2019, <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/enemies-state/>
- 10 40^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, 2019, <https://undocs.org/fr/A/HRC/40/L.22/Rev.1>
- 11 Résolution sur les défenseurs des droits humains environnementaux adoptée au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Mission de la Norvège auprès de l'UE du 25.3.2019, <https://www.norway.no/en/missions/eu/about-the-mission/news-events-statements/news2/resolution-on-environmental-human-rights-defenders-adopted-in-un-human-rights-council/>
- 12 Titre d'un article non publié de Sam Cossar-Gilbert, Coordinateur de programme international d'Amis de la Terre International pour le Programme Justice économique et résistance au néolibéralisme (FOEI-JERN)
- 13 *The supply chain of violence*, Butt N et al, Nature Sustainability, Vol 2, 742-747(2019), <https://www.nature.com/articles/s41893-019-0349-4>
- 14 *The supply chain of violence*, Butt N et al, Nature Sustainability, Vol 2, 742-747(2019), <https://www.nature.com/articles/s41893-019-0349-4>
- 15 *Rights for Companies, Abuse for People*. Article non publié de Sam Cossar-Gilbert, Coordinateur de programme international d'Amis de la Terre International pour le Programme Justice économique et résistance au néolibéralisme (FOEI-JERN)
- 16 *The struggle to uphold a regional human rights regime: the winding role of ASEAN Intergovernmental Commission on Human Rights (AICHR)*, Abubakar Eby Hara, Revista Brasileira de Política Internacional, vol 62 no 1 Brasília 2019, http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0034-73292019000100211&script=sci_arttext
- 17 *The struggle to uphold a regional human rights regime: the winding role of ASEAN Intergovernmental Commission on Human Rights (AICHR)*, Abubakar Eby Hara, Revista Brasileira de Política Internacional, vol 62 no 1 Brasília 2019, http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0034-73292019000100211&script=sci_arttext
- 18 Mandat de l'AICHR, paragraphe 2.3, <https://www.asean.org/storage/images/archive/publications/TOR-of-AICHR.pdf>
- 19 *'We can be one of the strongest countries in world': Jokowi's full speech*, The Jakarta Post, 15.7.19, <https://www.thejakartapost.com/news/2019/07/15/we-can-be-one-of-strongest-countries-in-world-jokowis-full-speech.html>
- 20 *Fears grow over Chinese projects in Sri Lanka*, China Dialogue, 5.12.2018, <https://www.chinadialogue.net/article/show/single/en/10954-Fears-grow-over-Chinese-projects-in-Sri-Lanka>
- 21 *The belt and road initiative: 65 countries and beyond*, Mai 2016, https://www.fbcgroup.com/sites/default/files/B%26R_Initiative_65_Countries_and_Beyond.pdf
- 22 *On China's New Silk Road democracy pays a toll*, foreignpolicy.com, 16.5.18, <https://foreignpolicy.com/2018/05/16/on-chinas-new-silk-road-democracy-pays-a-toll/et-Belt-and-Road-debt-trap-accusations-hound-China-as-it-hosts-forum>, Financial Times, <https://www.ft.com/content/3e9a0266-6500-11e9-9adc-98bf1d35a056>
- 23 *Examining the debt implications of the Belt and Road Initiative from a policy perspective*, Hurley J et al, Center for Global Development, 2018, <https://www.cgdev.org/sites/default/files/examining-debt-implications-belt-and-road-initiative-policy-perspective.pdf>
- 24 *Examining the debt implications of the Belt and Road Initiative from a policy perspective*, Hurley J et al, Center for Global Development, 2018, <https://www.cgdev.org/sites/default/files/examining-debt-implications-belt-and-road-initiative-policy-perspective.pdf>
- 25 Forbes publie le 16^{ème} classement annuel mondial des plus grandes entreprises mondiales en 2000, 6.6.2018, <https://www.forbes.com/sites/forbespr/2018/06/06/forbes-releases-16th-annual-global-2000-ranking-of-the-worlds-largest-public-companies/#46c10112a01e>
- 26 *Inégalité*, OCDE, <http://www.oecd.org/social/inequality.htm>
- 27 La fortune des millionnaires a augmenté de \$2.5 par jour l'année dernière tandis que les plus pauvres ont vu leur richesse diminuer, Oxfam, 21.1.2019, <https://www.oxfam.org/en/press-releases/billionaire-fortunes-grew-25-billion-day-last-year-poorest-saw-their-wealth-fall>
- 28 *'Record number' of human rights defenders*, The Irish Times, 8.1.2019, <https://www.irishtimes.com/news/world/record-number-of-human-rights-defenders-killed-in-2018-1.3751425>
- 29 *Philippines: Duterte Threatens Human Rights Community*, Human Rights Watch, 17.8.2017, <https://www.hrw.org/news/2017/08/17/philippines-duterte-threatens-human-rights-community>
- 30 *Bangladesh: New Digital Security Act is an attack on freedom of expression*, Amnesty International UK, 11.11.2018, <https://www.amnesty.org.uk/press-releases/bangladesh-new-digital-security-act-attack-freedom-expression>
- 31 *'Record number' of human rights defenders*, The Irish Times, 8.1.2019, <https://www.irishtimes.com/news/world/record-number-of-human-rights-defenders-killed-in-2018-1.3751425>
- 32 *'Record number' of human rights defenders*, The Irish Times, 8.1.2019, <https://www.irishtimes.com/news/world/record-number-of-human-rights-defenders-killed-in-2018-1.3751425>
- 33 *Increased exploitation of Indonesia's forests feared after president's demand for unrestricted investment*, ecobusiness.com, 24.7.2019, <https://www.eco-business.com/news/increased-exploitation-of-indonesias-forests-feared-after-presidents-demand-for-unrestricted-investment/>



La police malmène un militant du Comité national pour la protection des ressources en pétrole, gaz et minerais, de l'électricité et des ports, à Shahbagh, Dhaka, janvier 2017. © New Age/Bangladesh.

BANGLADESH : RAMPAL À DEUX DOIGTS DE LA CATASTROPHE EN MATIÈRE D'AMÉNAGEMENT

« Les Sundarbans et Rampal ne correspondent pas. Les Sundarbans doivent être protégés. Nos vies sont intimement liées à la forêt. Si elle venait à disparaître, nous mourrions. »

Md Serazul Islam (45), Harinagar, Shyamnagar. Apiculteur, pêcheur et membre du groupe de patrouille communautaire qui protège la forêt des vols.

La forêt de mangrove des Sundarbans est la plus vaste étendue continue de forêt de mangrove et la plus large zone humide côtière au monde. Les revenus du foyer d'environ 250 000 personnes dépendent directement de la forêt et de ses cours d'eau et près de 3,5 millions de personnes en dépendent pour vivre et plus généralement pour gagner leur vie. Elle représente une source vitale d'aliments de subsistance, de médicaments et de matériaux de construction. L'écotourisme et la vente de produits clés - comme les feuilles de palmier, le miel, le poisson, les huîtres et les escargots - complètent les moyens de subsistance des habitants de la région. Les Sundarbans constituent également une zone tampon qui protège des cyclones et des crues subites du Golfe du Bengale, offrant une protection à quelques 40 millions de personnes.

Cette vaste zone humide abrite un si grand nombre d'espèces (dont beaucoup sont menacées d'extinction) qu'elle a été reconnue comme patrimoine mondial de l'UNESCO. Parmi les espèces les plus notoires : le tigre royal du Bengale, espèce en danger, le dauphin du Gange, le dauphin de l'Irrawaddy et la tortue de rivière.

Et pourtant, le Bangladesh et l'Inde sont en train de construire une énorme centrale électrique à charbon de 1 320 MW à à peine 14 km au Nord, dans le cadre d'un projet ambitionnant de produire la moitié de l'électricité du Bangladesh d'ici 2030 grâce à huit centrales électriques à charbon.

Leur construction implique déboisement, circulation fluviale, dragage, poussière et pollution des eaux (car les bateaux chavirent souvent), perturbation des migrations de poissons et émissions considérables de gaz à effet de serre.

En exercice, la centrale devrait avoir un impact négatif considérable sur la qualité de l'air et de l'eau, la biodiversité avoisinante, les niveaux sonores et l'accumulation de produits polluants tout au long de la chaîne alimentaire. Ainsi, malgré les technologies so-disant de pointe utilisées, il n'est prévu aucun plan de filtrage ni de traitement des différents polluants gazeux, responsables des pluies acides, de la destruction des cultures et des écosystèmes, et du changement climatique. Ils sont aussi liés à des problèmes d'asthme, de bronchites et de troubles du système nerveux.

Celle de Rampal fonctionnera également avec du charbon importé, qui devra être acheminé directement par bateau sur les cours d'eau de la forêt de mangrove. L'impact environnemental devrait être terrible - les statistiques d'accidents de navigation de ces cinq dernières années sont un indicateur assez révélateur de ce qui devrait arriver.

Les particules de poussière, les cendres volantes et les déchets solides et liquides feront également prendre de graves risques sanitaires aux employés et aux habitants de la région. La centrale générera 940 000 tonnes de cendres contenant divers métaux toxiques, qui causeront sans doute des dégâts environnementaux terribles, avec un impact probable sur l'ensemble de la région via la circulation des eaux polluées. L'entreprise en charge de la construction, National Thermal Power Corporation (NTPC), est régulièrement accusée de pollution aux cendres volantes. Le dernier incident en date a eu lieu dans le quartier de Singrauli, à Madhya Pradesh, provoquant d'énormes dégâts environnementaux et de graves tensions sociales.

Rampal ne suivra pas les meilleures pratiques internationalement admises qui interdisent de déverser des eaux polluées dans les rivières. Cela entraînera des modifications de température et de débit au sein des réseaux hydrographiques des Sundarbans. En outre, entre le volume d'eau pompé et celui reversé, le fleuve Passur (déjà peu profond) perdra quelques 4 000 mètres cube d'eau par heure. Les pompes qui aspireront l'eau du fleuve sont tellement larges qu'elles peuvent aspirer des poissons, des dauphins, des tortues et d'autres espèces aquatiques. Globalement, ces impacts auront des répercussions sur les espèces de poissons et de plantes, sur l'habitat des dauphins, sur la navigabilité, la salinité, les flux de limon et les marées des Sundarbans.

Les communautés locales ont déjà subi des violations des droits humains. L'acquisition de terres pour le projet a débuté en 2011 et 4 000 familles ont subi des déplacements forcés. Une grande partie des personnes affectées ont dénoncé les expulsions arbitraires et leurs maisons ont été brûlées. Elles n'ont jamais été consultées et n'ont jamais donné aucun consentement préalable en connaissance de cause. Une compensation minimale a été payée à certains propriétaires fonciers, ne représentant qu'une petite fraction de la valeur marchande de leurs terres (sans compter les pots-de-vin qu'ils ont dû payer pour l'obtenir). 1 000 familles sans terre n'ont quasiment rien reçu.

Les personnes affectées étaient si diverses qu'il était difficile d'organiser la résistance, mais un comité a été formé. Cependant, les responsables du projet, et à leur tête le député de la circonscription et les autorités policières, ont fait régner la terreur : les membres du comité ont subi des intimidations et des violences, et une série de faux procès ont été intentés à leur rencontre. En 2013, un rassemblement de cinq jours et une manifestation sur 400 km ont été réprimés brutalement, à quelques jours de l'inauguration du chantier de la centrale.

« Nous ne quitterons pas nos terres, même s'il nous faut verser notre sang. »

Shushanta Das (52), Khulna, petit exploitant de rizière.

Les activistes qui essaient de protéger les Sundarbans sont systématiquement harcelés par les agents pro-gouvernementaux ; certains reçoivent même des menaces de mort. La police répond aux protestations avec des armes à feu, des matraques, des canons à eau et des gaz lacrymogènes.

Le gouvernement du Bangladesh s'obstine à ignorer les préoccupations suscitées par le projet de centrale de Rampal aux niveaux local, national, régional et international. Le conseiller Énergie du premier ministre a estimé que la controverse « ne se fondait pas sur des faits » et les gouvernements indien et bangladais poursuivre la construction avec détermination.

Rampal est sur le point de se convertir en véritable catastrophe en matière d'aménagement. Même en faisant fonctionner la centrale de Rampal avec des technologies « supercritiques », le gouvernement ne parviendrait à contrôler que 8 à 10% de la pollution.³⁴ Pour protéger la forêt de Sundarbans, conformément à ses engagements dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention de Ramsar, le gouvernement du Bangladesh devrait immédiatement suspendre la centrale et interdire toute future prospection et toute utilisation d'énergie basée sur des combustibles fossiles dans un rayon de 20 km autour de la forêt, considérée comme une Aire écologique essentielle. Il faut protéger les sanctuaires de poissons et de dauphins et strictement respecter les lignes directrices de la Convention de Ramsar et la liste de vérification de l'UNESCO.

Le gouvernement doit aussi repenser sa stratégie énergétique nationale, au vu des preuves accablantes démontrant que le charbon est un combustible polluant et nocif pour le climat. Figurant parmi les pays les plus vulnérables à l'impact du changement climatique, le Bangladesh devrait œuvrer à appliquer l'engagement pris en 2016 par son premier ministre, alors membre du Forum de la Vulnérabilité Climatique (FVC) la COP 22 de la CCNUCC : que le Bangladesh n'utilise plus que des énergies renouvelables d'ici 2050.

NOTES :

³⁴ Cops foil Rampal march, The Daily Star, 29.7.2016, <https://www.thedailystar.net/city/cops-attack-rampal-march-1261123>

ÉTUDES DE CAS SUITE



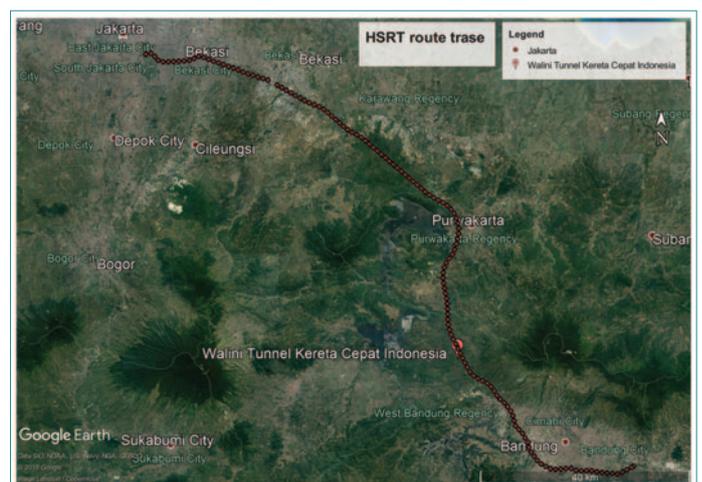
Des villageois sans domicile après la destruction de leurs maisons par PT.KCIC dans le village de Gdombangkong, Ngamprah, Padalarang, Java Ouest. © WALHI/Amis de la Terre Indonésie Java Ouest.

INDONÉSIE : L'IMPACT DÉVASTATEUR DE TOD WALINI

Le projet controversé de train à grande vitesse « Jakarta Bandung » (Kereta Cepat Jakarta Bandung ou KCJB) fait partie d'un ensemble d'infrastructures de développement promues par le gouvernement indonésien dans le cadre du projet transnational chinois de Nouvelle route de la soie (Belt and Road Initiative). Cette dernière vise à faciliter le développement d'infrastructures matérielles afin d'augmenter les échanges commerciaux de la Chine avec les pays des régions voisines et de renforcer ses exportations.³⁵

Un consortium de joint-ventures indonésiennes et chinoises a apporté 25% du capital du projet KCJB. Les 75% restants sont des financements prêtés par la Banque chinoise de développement, venant grossir le fardeau de la dette extérieure indonésienne. Le projet a été vendu comme un projet de développement qui bénéficierait à l'ensemble de la population - en utilisant les pouvoirs

publics pour camoufler les intérêts des capitaux transnationaux et s'assurer de l'approbation de l'opinion publique indonésienne. Mais, déjà, ça n'est clairement pas le cas. Toute une série de problèmes sociaux et environnementaux découlent directement du projet.



Source: WALHI/Amis de la Terre Indonésie Java Ouest.

02

Aujourd'hui, tout indique plutôt que ce sont les investisseurs privés et étrangers (dont la Chine, bien entendu) qui en bénéficieront réellement. Les habitants de la région, en revanche, subissent déjà accaparements de terres, difficultés sanitaires et sécuritaires, vulnérabilité alimentaire, perte d'accès aux ressources communes, chômage, marginalisation et des perturbations générales au sein de leurs communautés.

Une des principales sources de ces problèmes est le coût élevé du projet, que les futures ventes de billets de train ne suffiront pas à amortir. C'est pourquoi un projet annexe, le projet « Transit Oriented Development » (TOD), prévoit de développer de nouvelles infrastructures autour de la gare ferroviaire de Walini, sur des terres classifiées à tort comme « improductives ». Ce projet TOD sera intégré au projet de construction de la Nouvelle ville de Walini par le conseil provincial de Java Occidentale.

Cette ville fera partie de la méga métropole de Jakarta-Bandung, en tant que projet pilote de « Ville verte » et de cyber-cité, dans une région intégrée d'agro-industrie et de tourisme, hébergeant le campus ITB de Walini et une zone économique spéciale (Kawasan Ekonomi Khusus - KEK). Ces opportunités d'investissement attractives ont enclenché des processus de planification précipités et chaotiques et des accaparements de terre à grande échelle, sans consultation publique et à l'encontre de la législation sur l'aménagement du territoire et de nombreux engagements et réglementations de protection de l'environnement.

TOD Walini est construit sur trois sites - 1 270 ha accueillent la gare KCJB de Walini, 3 000 ha seront utilisés pour la nouvelle ville, et 10 000 ha serviront au développement régional de la régence de Bandung Ouest.

Les processus d'acquisition foncière des débuts ont été entachés de faits d'intimidation et de manipulation par les dirigeants locaux, qui se sont centrés sur les profits et l'engagement des spéculateurs - investisseurs et spéculateurs fonciers nationaux et étrangers. Il n'a pas du tout été tenu compte de l'importance d'informer et d'impliquer les propriétaires fonciers locaux.

Le projet en cours a également fait exploser le prix de la terre et des propriétés, rendant le logement inabordable pour les populations locales. Le paiement de compensations dérisoires a exacerbé le problème, les laissant dans l'impossibilité d'acquérir des terres ou de nouveaux logements. Certains habitants ont même été contraints de déménager deux fois (d'abord à cause de la construction de la gare KCJB, puis car ils ont été obligés d'emménager vers des zones desservies par le train à grande vitesse), précisément car ils n'avaient pas été informés des tenants et aboutissants du projet d'aménagement.

Bien loin des promesses initiales de développement de l'emploi, le projet a également fait monter le chômage. Les anciens propriétaires fonciers et exploitants, qui partageaient leurs rendements, ont perdu l'accès à la terre qu'ils travaillaient sans

aucune compensation. Les saisonniers et contractuels qui travaillaient dans les plantations ont vu leurs missions interrompues unilatéralement par la PTPN VIII (Plantation State-Owned Company) sans aucune information officielle ni solution de rechange. En outre, beaucoup de locaux n'avaient pas le profil requis et ne remplissaient pas les critères d'éligibilité pour travailler sur les projets KCJB et TOD (en terme de genre, d'âge, de formation et d'expertise). Les promoteurs préfèrent embaucher des travailleurs « prêts-à-l'emploi », quitte à les faire venir d'ailleurs.

Avec la perte des terres et des ressources agraires communes - pâturages, eau et bois - et l'incertitude concernant le régime foncier, les communautés se disloquent, et les risques de conflits pour la terre et les ressources augmentent. L'absence d'information, de soutien et d'opportunités de formation - de la part des promoteurs et des autorités locales - est extrêmement irresponsable, car elle rend les transitions socio-économiques nécessaires bien plus compliquées.

TOD Walini devrait sans doute aussi accélérer les dégâts environnementaux et réduire la capacité de fret pour le milieu local. La zone est classée Zone B4, ce qui signifie qu'elle est censée être consacrée aux cultures agricoles ou à l'aménagement « non-massif ». Elle est également située aux pieds des Monts Gedogan et Burangrang, importante région de bassins hydrographiques. La reconversion de ces terres pourrait affecter les ressources aquatiques et la filtration des eaux du bassin de Bandung et entraîner des inondations et de la pollution. La zone du projet comprend aussi plusieurs localités sujettes aux séismes et aux glissements de terrains.

Dans l'ensemble, selon le modèle « Risques d'appauvrissement et reconstruction » recommandé par l'ONU, le projet TOD Walini remplit clairement les critères des projets entraînant des déplacements et un appauvrissement des populations locales, notamment car les responsables et les autorités sont incapables de fournir un suivi préventif et une atténuation des impacts.



Les habitants de Godabangkong résistent aux expulsions évacuant le terrain de la voie ferrée pour trains à grande vitesse à Ngamprah, Padalarang, Java Ouest.

© WALHI/Amis de la Terre Indonésie Java Ouest.

NOTE :

35 *China's Belt and Road Initiative in the Global Trade, Investment and Finance Landscape*, OCDE, 2018, <https://www.oecd.org/finance/Chinas-Belt-and-Road-Initiative-in-the-global-trade-investment-and-finance-landscape.pdf>



Des pêcheurs et des organisations de la société civile protestent devant le parlement de Malaisie le 11 juillet 2019. © Sahabat Alam Malaysia/Amis de la Terre Malaisie.

MALAISIE : L'ACCAPAREMENT DES OCÉANS DÉTRUIT LES ZONES CÔTIÈRES ET LES COMMUNAUTÉS DE PÊCHEURS

La santé des océans est primordiale pour maintenir la vie, éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité. Les océans sont également des puits à dioxyde de carbone pour le climat. Et pourtant, ils sont encore saccagés par les activités humaines, en particulier par les aménagements côtiers et l'« accaparement des océans » via des projets de récupération de terres sur la mer. A travers eux, c'est toute la biodiversité marine qui est affectée; et les communautés locales et les pêcheurs se voient privés d'accès aux ressources côtières et marines dont ils dépendent depuis toujours.

En Malaisie, les pêcheurs et populations littorales n'ont pas été épargnés par cette multiplication des projets de récupération de terres sur la mer qui touche tout le pays. L'échelle et la vitesse de cette évolution est extrêmement alarmante quand on connaît les répercussions négatives.

La côte malaisienne présente divers habitats et écosystèmes naturels, notamment des estuaires, des récifs coralliens et des herbiers marins. Ils approvisionnent les populations côtières en biens - poisson, pétrole et minéraux - et en services, y compris en les protégeant des tempêtes et des raz de marées, et en leur offrant des possibilités de loisirs.

Mais le littoral, constituant une zone d'urbanisation privilégiée, est de plus en plus densément peuplé. Les provinces du littoral se sont lancées à plein régime dans le transport maritime, les activités pétrolières et gazières, et le tourisme côtier ; et la convoitise des ressources marines et terrestres provoque de graves conflits et débouche sur la destruction de l'intégrité fonctionnelle du système de ressources. Les valeurs foncières et immobilières explosent, rendant le logement inabordable pour le plus grand nombre. Parmi les populations affectées, on trouve les communautés qui envisagent les ressources naturelles comme des biens communs et les utilisent comme tels.

02

A la ruée sur les terres et les ressources en Malaisie, le gouvernement a répondu par l'extension des zones côtières sur la mer et les zones humides et par la création d'îles artificielles. Des projets auparavant limités, qui prennent aujourd'hui de l'ampleur. Plusieurs provinces, comme Johor, Melaka, Negeri Sembilan, Penang et Perak, se sont lancées dans des projets d'extension sur la mer colossaux pour étendre leur parc de terrains sur leur littoral et leur permettre de mener des projets d'aménagement à grande échelle.

Résultat : des centaines d'hectares de zones de pêche et d'habitats marins disparaissent, avec des répercussions tragiques pour les communautés de pêcheurs. Ainsi, dans la partie Sud de Johor, les communautés locales basaient leurs moyens de subsistance sur un écosystème marin relativement sain avant que ne soient mis en place des projets d'extension sur la mer et de développement portuaire, industriel, commercial et résidentiel. De même, avec les projets d'extension sur la mer, les pêcheurs de Telok Muroh, à Perak, ont non seulement perdu leurs moyens de subsistance mais aussi un patrimoine de pêche séculaire et préservé. Pourtant, les fortes protestations des communautés de pêcheurs et leurs préoccupations concernant les répercussions environnementales de ces projets ont été ignorées.

L'exploitation de millions de tonnes de sables et d'agrégats marins pour créer de nouvelles terres a des conséquences terribles sur la faune et la flore des fonds marins, en particulier sur les récifs coralliens et les herbiers marins. Le dragage et l'extraction des agrégats des zones benthiques (fonds de l'eau) détruisent les organismes, les habitats et les écosystèmes, modifiant leur composition par espèce et réduisant la biomasse nette de la faune.

Ces extensions impliquent aussi la destruction des écosystèmes côtiers, comme les mangroves et les vasières, et des herbiers marins. Or ils agissent comme remparts naturels à l'énergie marémotrice et protègent les littoraux des inondations et de l'érosion. Lors du tsunami de 2004, les communautés de pêcheurs de Pulau Betong, au Sud-Ouest de l'île Penang, ont ainsi été préservées grâce à la mangrove.

Les corollaires des extensions de terres sur la mer - tels que l'envasement, les détériorations mécaniques et la pollution - ont de graves effets sur la qualité des eaux côtières et donc sur la biodiversité, en particulier sur les espèces de poissons et sur les récifs coralliens. Ces derniers servent de frayère (lieu de ponte) et de zone d'alevinage ainsi que de réserve alimentaire pour beaucoup d'espèces marines, et leur disparition engendrera l'inéluctable effondrement des écosystèmes. Les herbiers marins améliorent la qualité des eaux en absorbant les nutriments qui ruissellent des terres, réduisant la vitesse d'écoulement des eaux, et contenant le sable et la vase. Sans eux, les toxines et les métaux lourds ne sont plus retenus.

Le dragage et l'extraction augmentent également la concentration de substances solides dans l'océan, notamment les particules trop fines pour être draguées. Ils créent de larges nuages de poussière qui altèrent la turbidité de l'eau, entraînant de véritables bouleversements

des habitats aquatiques sur de vastes zones. Les récifs coralliens et les herbiers marins sont particulièrement vulnérables à l'envasement et à la réduction de la lumière. Une étude de 2010 de l'Institut national de recherche hydraulique de Malaisie montre que l'envasement a tellement altéré les eaux côtières de Penang que les courants marins ont changé de direction et ont déplacé et déposé d'énormes quantités de boues dans des régions comme celle de Gunney Drive, plage de sable qui s'est vue transformer en vase permanente.

La disparition de la forêt de mangrove et des herbiers et les activités qui perturbent directement le substrat et les microenvironnements océaniques ont aussi des effets considérables sur la chaîne alimentaire côtière, avec de graves conséquences pour les pêcheurs locaux qui dépendent de la pêche pour survivre, et, plus généralement, pour l'alimentation des populations locales. L'évaluation d'impact environnemental du projet de récupération de terres sur la mer de Seri Tanjung Pinang, à Penang, indique que les zones de pêche locales disparaîtraient totalement ou partiellement, car les pêcheurs n'ont pas les moyens de s'aventurer en mer à plus de huit milles nautiques avec leurs petites embarcations et les frais de carburant supplémentaires que cela implique. La compensation octroyée ne couvre nullement ces lourdes pertes.

A Penang, de nouveau, les autorités provinciales projettent de récupérer 4 500 ares sur la mer au Sud de l'île, dans le cadre du « Penang Transport Master Plan » de plusieurs milliards de ringgits, faisant abstraction des dégâts occasionnés pour les plus de 3 000 pêcheurs, leurs communautés et les ressources marines, en amont et en aval des activités économiques.

Les communautés agricoles de la côte peuvent aussi potentiellement être touchées. Les activités d'expansion sur la mer peuvent modifier les systèmes d'eaux souterraines et entraîner des intrusions d'eaux salées, en particulier lorsque la côte n'est plus protégée par la mangrove et les vasières. Avec des effets négatifs considérables sur la productivité des terres agricoles voisines.

Sahabat Alam Malaysia exhorte le gouvernement malaisien à annuler tous les projets d'extension sur la mer du pays. L'environnement et la filière de la pêche malaisienne (représentant plusieurs millions de ringgits et dont dépendent des milliers de personnes pour leur sécurité alimentaire) sont sacrifiés pour ces projets d'aménagement qui ne sont pas justifiés.

Depuis début 2019, la campagne contre le projet « Penang South Reclamation » n'a cessé de prendre de l'ampleur. Les déclarations injustes et diffamatoires visant les militants, les communautés de pêcheurs et les organisations de la société civile comme Sahabat Alam Malaysia sont de plus en plus répandues. Ces campagnes de calomnies par les partisans du projet sont diffusées sur les réseaux sociaux, par vidéos et brochures.

Mais les défenseurs de ces territoires aquatiques et côtiers restent déterminés. **Stop aux extensions sur la mer! Stop à l'accaparement des océans!**

ÉTUDES DE CAS SUITE



Bilal souffre d'un cancer des yeux depuis sa naissance. © Thaer Fagousa/Ma'an Development Center.

PALESTINE : EMPOISONNÉS PAR L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE ISRAËLIENNE?

Des recherches réalisées dans la région d'Hébron, en Palestine, montrent que ses habitants souffrent des effets de contaminations radioactives. Ces radiations proviennent manifestement d'activités nucléaires développées à proximité en Israël, et du déversement présumé de déchets radioactifs par Israël à Hébron. Cette situation pourrait également s'expliquer par le fait que des armes contenant de l'uranium appauvri ont été utilisées contre le peuple palestinien par le passé.

Notre méta-analyse porte sur des recherches publiées entre 2003 et 2016, notamment des tests de laboratoire effectués par l'Autorité égyptienne de l'énergie atomique, l'Université Ain Shams et l'Université d'Hébron, qui visaient à mesurer les concentrations de certains radionucléides dans des échantillons d'air, de plantes,

de roches, de sol et d'eau. Les résultats étaient ensuite comparés avec ceux obtenus ailleurs dans le monde et avec les limites établies par l'Organisation mondiale de la santé. Les échantillons ont été analysés pour le césium, le radon, le radium et l'uranium radioactifs, et de potentielles sources ont été examinées.

Mener et diffuser ces études novatrices est une activité à haut risque pour les personnes et les organisations qui défendent l'environnement et les droits humains, en particulier parce que l'espace dont disposent les défenseurs des droits humains pour surveiller et documenter les violations des droits humains et humanitaires internationaux dans les Territoires palestiniens occupés est progressivement restreint.

Ceci est d'autant plus vrai pour les personnes qui ont essayé de surveiller les transferts de déchets nucléaires et de documenter les violations qui y étaient associées. Les attaques cherchant à réduire ces personnes au silence ont pris la forme de fusillades, d'incendies criminels visant les biens de ces personnes, ou encore de restrictions imposées au financement de donateurs. L'occupation israélienne menace les défenseurs des droits humains et viole les droits à la liberté d'opinion et d'expression, à l'accès à l'information et à la liberté de circulation qui permettraient aux recherches sur le terrain de confirmer l'utilisation présumée des terres palestiniennes comme site de déversement de déchets nucléaires par Israël.

02

Les recherches réalisées ont dévoilé que les populations vivant à Hébron connaissent une augmentation rapide de la prévalence de certaines maladies et malformations à la naissance. Le ministère palestinien de la Santé fait état d'une augmentation significative du nombre de décès dus à des cancers de plus de 35 types dans le gouvernorat d'Hébron, en particulier des leucémies et des cancers de la prostate, du poumon, du foie, du cerveau, du sein, de l'estomac, de la thyroïde, des os, du pancréas, du côlon, de l'ovaire, de la vessie, de la peau et de la langue. Le nombre de cancers augmente également d'année en année : ils ont doublé en Cisjordanie entre 2010 et 2017. On observe également une multiplication de maladies des voies respiratoires, de la peau, des yeux, de la poitrine, ainsi qu'un nombre croissant de cas d'infertilité, de lésions chromosomiques, d'avortements à répétition et de malformations à la naissance (par exemple des enfants nés sans mains). Les déficiences du système immunitaire associées favorisent en outre la propagation d'autres maladies.

Au cours des dernières années, les professionnels de la santé ont par ailleurs fait état de cadavres déchiquetés, de blessures profondes et de brûlures nauséabondes qui suggèrent fortement l'utilisation de matériaux radioactifs tels que de l'uranium appauvri dans les armes israéliennes. Ceci provoquerait en outre une contamination généralisée : au moment de l'impact, les obus contenant de l'uranium appauvri libèrent de la poussière d'oxyde d'uranium radioactif dans l'atmosphère.

Les recherches ont révélé des résultats surprenants. Les échantillons de sol provenant de la vallée d'Hébron et du sud de Dhahria affichaient une concentration d'uranium 238 radioactif plus de six fois supérieure aux niveaux habituels. De même, les échantillons de plantes contenaient plus de cinq fois le niveau attendu. Ces concentrations exceptionnellement élevées sont très certainement le résultat de l'enfouissement de l'uranium appauvri issu d'armes nucléaires ou de l'enrichissement de combustible nucléaire.

Du radium 226 et du césium 137 ont également été observés dans des échantillons de plantes. Du radium 226 a été mesuré à des concentrations jusqu'à neuf fois supérieures à la concentration maximale fixée par l'Organisation mondiale de la santé ; il s'agit de fait de la concentration la plus élevée mesurée dans le monde. Cet isotope est le produit de la désintégration radioactive de l'uranium 238, et sa présence à de telles concentrations, en particulier dans de l'eau de source, indique encore une fois une présence de déchets radioactifs enfouis à proximité. Dans certains échantillons d'eau minérale (en particulier ceux des sources d'Ain Gedi), du radon 222 (un produit de la désintégration de l'uranium 238 et du radium 226) a également été détecté à des niveaux représentant un risque d'irradiation.

Les concentrations de césium-137 radioactif dans le sol étaient elles aussi parmi les plus élevées au monde. Cet isotope n'existe pas à l'état naturel sur Terre : il provient de la fission nucléaire de l'uranium 235 et d'autres isotopes dans les réacteurs et les armes nucléaires. Ce radionucléide particulièrement dangereux peut contaminer l'environnement par le combustible nucléaire irradié,

les accidents nucléaires et les fuites des réacteurs nucléaires. Il est très probable que le réacteur Dimona d'Israël, qui est l'un des plus grands réacteurs nucléaires du Moyen-Orient et le plus ancien en termes de construction, en soit une source majeure.

Des rapports isolés viennent appuyer les conclusions selon lesquelles Israël enterre des déchets radioactifs à Hébron, et visiblement dans une cinquantaine de sites d'enfouissement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Dans la ville de Yatta, par exemple, des camions et des bulldozers israéliens suspects ont été signalés. Yatta est contaminé par du césium et de l'uranium radioactif, et présente un pourcentage élevé de personnes souffrant de cancer, de handicaps et de malformations (dont plus de la moitié sont des malformations à la naissance). À Bani Na'im, les habitants bédouins ont confirmé qu'une grande grotte avait été scellée avec du ciment et des verrous par les Israéliens. Dans la ville de Dora, la prévalence de lymphome chez les enfants est deux à quatre fois plus élevée que dans le reste de la Cisjordanie et dans les communautés arabes et juives d'Israël. Parmi ces cas, 54 % sont des lymphomes de Burkitt (qui attaquent le système immunitaire), contre seulement 18 % dans le reste de la Cisjordanie.

La communauté internationale doit immédiatement prendre des mesures, en commençant par envoyer une équipe technique internationale dans la région afin d'examiner la contamination nucléaire décrite ici et ses effets dévastateurs. Tous les organismes officiels compétents (les médias locaux, arabes et internationaux, les institutions scientifiques et juridiques compétentes et les organisations en faveur des droits humains et de l'environnement) doivent également agir pour mettre un terme aux violations israéliennes des droits environnementaux des Palestiniens, et veiller à ce qu'Israël applique les traités internationaux concernés, notamment la Convention de Bâle.

La Palestine a également besoin d'aide pour mettre en place des processus plus solides et plus inclusifs de surveillance et de lutte contre la contamination par les radiations nucléaires et ses effets, notamment un soutien et des formations permettant aux défenseurs des territoires de surveiller et de documenter correctement les violations commises.



Une grosse roche ressemblant à du ciment avec des écrous condamne une vaste grotte où sont enterrés des déchets nucléaires d'après les résidents de Wadi Waa' Bani Na'im.

© Thaer Faqousa/Ma'an Development Center.

ÉTUDES DE CAS SUITE



Les familles habitent toujours dans la région contaminée autour de la centrale de Mayak.
© Timme Ellingjord/Natur og Ungdom

RUSSIE : LES EXPORTATIONS À HAUT RISQUE DE TECHNOLOGIES LÉTALES PAR ROSATOM

Rosatom est une société transnationale publique russe, spécialisée dans la construction et la gestion de centrales nucléaires, en Russie et dans le monde. Elle traite tous les aspects technologiques de la chaîne nucléaire, de l'extraction d'uranium à la gestion des déchets nucléaires et du combustible usé.³⁶

En 2016, le gouvernement russe a annoncé que le pays prévoyait la construction de 11 nouveaux réacteurs nucléaires d'ici 2030. Le plan d'investissement actuel de Rosatom aurait reçu en août 2019 une approbation préliminaire de financements à hauteur de 13 milliards de dollars jusqu'à 2035.³⁷ L'entreprise prévoit notamment de prolonger la durée de vie des réacteurs obsolètes, de construire

des sites de stockage de déchets nucléaires et de combustibles nucléaires usés dans différentes régions du pays, et de produire des combustibles nucléaires pour l'exportation à partir d'uranium extrait des combustibles nucléaires usés.

Rosatom accélère également ses exportations de technologies nucléaires meurtrières et construit des centrales nucléaires dans d'autres pays en projetant de réimporter leurs déchets nucléaires dangereux, qui continueront à représenter une menace en Russie pendant des dizaines de milliers d'années. En terme de commandes extérieures, elle se targue déjà d'être la plus grande entreprise nucléaire au monde, revendiquant un total de 36 projets de construction de réacteurs nucléaires, à des degrés divers de mise en œuvre³⁸ (notamment en Biélorussie, au Bangladesh, en Chine, en Inde, en Turquie, en Finlande, en Hongrie et en Égypte).³⁹ Elle s'intéresse aussi aux ambitions nucléaires de l'Argentine et de l'Arabie Saoudite.⁴⁰ L'entreprise compte tripler ses revenus issus des projets à l'étranger en dollars d'ici 2030.⁴¹

Cette expansion représente une menace sociale et environnementale incommensurable pour toutes ces régions du monde. L'industrie nucléaire gérée par l'État en Russie a une longue histoire de crises nucléaires, telles que le déversement de déchets radioactifs liquides dans le fleuve Techa pendant des décennies, la catastrophe de Kyshtym (Mayak-Ozersk) en 1957, et celle de Tchernobyl en 1986. Et les accidents continuent.

02

Concernant la catastrophe de 1957, un réservoir de stockage de déchets liquides a explosé au sein de la centrale à plutonium de Mayak à Ozersk, dans les montagnes de l'Oural. En dix heures, des nuages radioactifs se sont répandus sur plus de 20 000 kilomètres carrés, exposant plus de 500 000 personnes aux rayonnements.⁴² Beaucoup de personnes, dont la troisième génération de personnes irradiées, vivent toujours dans ces régions contaminées. Les violations de leurs droits n'ont jamais été reconnues et ils n'ont reçu aucune véritable compensation.⁴³ Et les erreurs se répètent. En 2017, des indicateurs de fuite nucléaire (avec des rayonnements 10 000 fois supérieurs aux émissions annuelles autorisées de ruthénium 106 et de son produit de désintégration, le rhodium 106) ont été détectés comme émanant de la région où se trouve Mayak, par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), centre de recherche nucléaire français. L'Institut a estimé que des mesures de protection devaient être enclenchées pour les populations vivant dans un rayon de plusieurs kilomètres.⁴⁴ Dans l'ensemble, on considère que la centrale de Mayak a déversé l'équivalent de quatre « Tchernobyl » de rayonnements dans l'environnement. Mais elle continue ses activités d'usine de retraitement de combustibles nucléaires usés issus de centrales nucléaires (en activité ou non) dans toute la Russie.⁴⁵

Plus récemment, en août 2019, Rosatom a confirmé qu'une explosion avait eu lieu dans la région d'Arkhangelsk lors d'un test sur un moteur de fusée à combustible liquide. Quatre employés ont été tués et les rayonnements ont explosé pendant une courte période, atteignant jusqu'à 20 fois les niveaux normaux dans la ville voisine de Severodvinsk.⁴⁶ Les normes de sécurité restent peu élevées.⁴⁷

La liste sans fin des accidents est alarmante, au vu des projets d'expansion internationale de Rosatom. Ainsi, l'entreprise indique être en train d'accélérer la construction de la centrale nucléaire de Rooppur au Bangladesh.⁴⁸ Le manque de consultation de la population et de sécurité concernant cette première centrale nucléaire au Bangladesh a soulevé de fortes inquiétudes, notamment car le pays est souvent touché par des catastrophes naturelles (inondations, cyclones, séismes et sécheresses) qui peuvent déclencher des accidents nucléaires. Le rapatriement des déchets nucléaires vers la Russie, conformément à l'accord nucléaire conclu entre les deux pays, représente également une menace considérable pour les populations habitant près des voies de transport, et en Russie, où ils seront vraisemblablement acheminés vers Mayak.

Rosatom et d'autres entreprises du secteur essaient de promouvoir l'énergie nucléaire comme solution à faibles émissions de carbone lors des négociations aux Nations unies. Mais c'est une fausse solution au changement climatique, car le cycle de vie complet des centrales nucléaires repose sur des émissions de carbone et car l'énergie nucléaire produit d'énormes quantités de déchets nucléaires de longue durée.⁴⁹ Il est encore extrêmement dangereux de critiquer Rosatom pour les ONG russes. La législation russe sur les « agents étrangers » est utilisée pour cibler et faire disparaître les ONG dans l'« intérêt national », limiter l'accès à l'information, empêcher tout débat public et menacer les militants anti-nucléaire de poursuites pour espionnage. En 2015, peu après la classification de son organisation comme « agent étranger », Nadezhda Kuteпова, l'une des militantes

les plus critiques vis-à-vis de Rosatom, sous le coup d'accusations d'espionnage, a dû fuir le pays pour protéger sa famille.⁵⁰

Fin 2018, seules neuf des 31 ONG environnementales enregistrées officiellement continuaient leur travail. Au-delà des organisations, le harcèlement se focalise aussi de plus en plus sur les individus, qui sont ciblés directement, et de diverses manières. Ainsi, en mai 2019, les autorités de la région de Kaliningrad ont ouvert cinq procédures pénales à l'encontre d'Alexandra Korolyova, directrice d'Ecodefense. Elle a également été contrainte de quitter le pays.⁵¹

Le gouvernement russe doit changer de cap. Il doit protéger sa population, respecter les droits humains universels et continuer à soutenir les négociations pour établir un Traité contraignant sur les sociétés transnationales et les droits humains à l'ONU. Cela a des implications pratiques en Russie: Nous réclamons justice pour ceux dont la vie est bouleversée par les catastrophes nucléaires et les autres crimes perpétrés par des entreprises, et nous demandons la protection des défenseurs de l'environnement, dont ceux qui contestent les politiques de Rosatom. Le gouvernement doit mettre un terme aux subventions de l'industrie nucléaire, empêcher Rosatom de développer de nouveaux projets nucléaires en Russie et dans le monde, et soutenir des accords climatiques hors du nucléaire. Les investissements publics doivent être redirigés vers la promotion du bien-être social et environnemental, y compris via le développement et la mise en œuvre de solutions basées sur l'énergie renouvelable et les compensations pour les victimes de l'industrie nucléaire.

NOTES :

- 36 Rosatom Group, <https://rosatom.ru/en/rosatom-group/>
- 37 Rosatom postpones fast reactor project, report says, World Nuclear News, 13.08.2019, <http://world-nuclear-news.org/Articles/Rosatom-postpones-fast-reactor-project-report-say>
- 38 About us, Rosatom, <https://rosatom.ru/en/about-us/>
- 39 Russia's Rosatom sees foreign revenues, new products fuelling rapid growth, Reuters, 24.06.2019 <https://www.reuters.com/article/us-russia-rosatom-strategy/russias-rosatom-sees-foreign-revenues-new-products-fuelling-rapid-growth-idUSKCN1TP11I>
- 40 Russia's Rosatom sees foreign revenues, new products fuelling rapid growth, Reuters, 24.06.2019 <https://www.reuters.com/article/us-russia-rosatom-strategy/russias-rosatom-sees-foreign-revenues-new-products-fuelling-rapid-growth-idUSKCN1TP11I>
- 41 Russia's Rosatom sees foreign revenues, new products fuelling rapid growth, Reuters, 24.06.2019 <https://www.reuters.com/article/us-russia-rosatom-strategy/russias-rosatom-sees-foreign-revenues-new-products-fuelling-rapid-growth-idUSKCN1TP11I>
- 42 Nadezhda Kuteпова: Life in Russia's secret nuclear city, Al Jazeera, 16.12.2017, <https://www.aljazeera.com/programmes/talktoajazeera/2017/12/nadezhda-kuteпова-life-russia-secret-nuclear-city-171214121737252.html>
- 43 No to nuclear impunity: Remembering the Kyshtym disaster in Russia, Friends of the Earth International, 29.09.2017, <https://www.foei.org/features/no-nuclear-impunity-remembering-kyshtym-disaster-russia>
- 44 Russian meteorological agency informs about high concentrations Ruthenium 106 in Mayak region, Greenpeace Russia, 21.11.2017, <http://www.greenpeace.org/russia/en/news/nuclear-1121/>
- 45 'The graveyard of the Earth': inside City 40, Russia's deadly nuclear secret, The Guardian, 20.07.2016, <https://www.theguardian.com/cities/2016/jul/20/graveyard-earth-inside-city-40-ozersk-russia-deadly-secret-nuclear>
- 46 Russian nuclear agency confirms role in rocket test explosion, The Guardian, 10.08.2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/10/russian-nuclear-agency-confirms-role-in-rocket-test-explosion>
- 47 Prosecutors find insufficient anti-terrorist protection at Murmansk nuclear waste sites, The Barents Observer, 11.09.19, <https://thebarentsobserver.com/en/security/2019/09/insufficient-terrorist-protection-nuclear-waste-sites-kola-peninsula>
- 48 Russia's Rosatom sees foreign revenues, new products fuelling rapid growth, Reuters, 24.06.2019 <https://www.reuters.com/article/us-russia-rosatom-strategy/russias-rosatom-sees-foreign-revenues-new-products-fuelling-rapid-growth-idUSKCN1TP11I>
- 49 Nuclear Power - Myth and Reality, Heinrich Boell Stiftung, 18.01.2008, <https://www.boell.de/en/navigation/climate-energy-1232.html>
- 50 Human rights activist forced to flee Russia following TV 'witch-hunt', The Guardian, 20.08.2015, <https://www.theguardian.com/world/2015/oct/20/russia-activist-flee-nuclear-tv-witch-hunt>
- 51 Ecodefense demande aux autorités d'arrêter les poursuites contre Alexandra Koroleva, Ecodefense.ru, 19.06.2019, <https://ecodefense.ru/2019/06/19/ecodefense-demands-authorities-stop-criminal-prosecution-against-alexandra-koroleva/> et la Russie doit mettre fin aux poursuites contre la directrice d'Ecodefense, Alexandra Korolyova, abroger la loi sur les « agents étrangers » et promouvoir la justice environnementale, Amis de la Terre Asie-Pacifique, 01.07.2019, <https://foeasiapacific.org/2019/07/01/russia-must-stop-criminal-persecution-of-ecodefense-director-alexandra-korolyova-repeal-the-foreign-agent-law-and-promote-environmental-justice/>



La campagne « Port City » contre le projet de nouvelle route de la soie de la Chine : « Chinois, ne détruisez pas nos vies ».
© Janaka Withanage/CIE/Amis de la Terre Sri Lanka.

SRI LANKA : PILLAGE DES RESSOURCES ET CRIMINALISATION DES DÉFENSEURS

Comparé à d'autres dans la région Asie-Pacifique, le Sri Lanka est un pays relativement sûr pour ses défenseurs des territoires ; mais même là-bas, ils ne sont pas exempts de harcèlement, voire de criminalisation, de poursuites judiciaires, de détentions, de menaces de mort et de meurtres. De plus, la situation politique du pays est très mouvante, et l'espace pour la société civile ne fait que se réduire. Ce phénomène est exacerbé par le fait que la législation environnementale est peu appliquée et que les populations ne font pas confiance au système judiciaire.

Les conflits liés à l'environnement, aux ressources et à la terre sont fréquents. Le Sri Lanka est une société multiculturelle avec une certaine diversité d'opinions politiques et de groupes ethniques et de fortes inégalités de revenu. Les trois décennies du conflit armé qui a pris fin en 2009 ont fait exploser une dette publique croissante, avec des emprunts à taux élevés sur les marchés internationaux de capitaux, et des dettes envers la Chine, le Japon, l'Inde, la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale.

Pour rembourser ses dettes, le pays, à court de liquidités, compte actuellement sur une croissance basée sur les ressources, au détriment des droits humains de ses habitants et défenseurs, et de ses riches paysages verdoyants. Parmi les activités économiques destructrices : l'extraction de ressources minérales, le détournement de cours d'eau, l'accaparement des forêts et des terres, la construction de ports maritimes, les projets de centrales électriques, les zones industrielles et autres infrastructures d'aménagement. Les vasières, les zones côtières, les forêts et les autres habitats fauniques sont ciblés par des projets de soi-disant « développement ».

De plus en plus de personnes - issues des classes moyennes supérieures, universitaires, moines bouddhistes, paysans, jeunes et leaders de communautés - s'impliquent de diverses manières dans la défense des droits environnementaux, dont le droit à la vie, à la

02

terre, à la santé, à un air pur, à la sécurité alimentaire, à des forêts et des cours d'eau propres, à la protection de la nature et à des niveaux de consommation soutenables des ressources.

Parmi les projets identifiés comme particulièrement dangereux pour les défenseurs des territoires, des projets de mini-centrales hydroélectriques comme celui de Marukanda. Les communautés locales et les militants signalent une intimidation de la part de la police, de l'armée, et d'acteurs non-étatiques, y compris de la part des initiateurs du projet et d'agences gouvernementales. Des menaces de mort et des tentatives d'intimidation ont également été recensées envers les opposants à la construction de la centrale électrique à charbon de Norochcholei, à l'usine de caoutchouc de Rathupaswela, à la Tech City d'Homagama, à la décharge sanitaire d'Arruwakkaru et aux accaparements de terres dans la région de l'Est.

Les dirigeants des communautés de pêcheurs qui protestent contre la construction du port de Colombo par les investisseurs Chinois sont criminalisés parce qu'ils veulent mettre fin à des aménagements qui mènent à l'accaparement des océans et à l'extraction des sables, et parce qu'ils cherchent à protéger leurs communautés et leurs moyens de subsistance. De même, les leaders communautaires de Rideemaliyadda (Bibila) qui résistent à l'empiètement illégal sur leur territoire du projet de production de canne à sucre à grande échelle sont criminalisés et font l'objet de poursuites judiciaires.

Les décharges cristallisent aussi les tensions. Partout au Sri Lanka, les communautés locales protestent contre le déversement de déchets sur leurs territoires, revendiquant leur droit à des sols non-pollués et à des villes propres. Elles aussi se voient sanctionnées par des violences étatiques, désormais validées par un magazine publié dans le cadre de l'ordonnance publique de sécurité interdisant toute action contre le déversement de déchets. A Meethotamulla, dans la périphérie de Colombo, où une décharge s'était effondrée en 2017, tuant 32 personnes et détruisant de nombreuses habitations, les manifestations ont été réprimées avec des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes.

M. Mubarak, résidant à Puttalam, lutte contre la décharge d'Arruwakkaru, où sont acheminés les déchets de Colombo : « Transporter ces déchets polluants sur 170 km depuis la capitale jusqu'à mon village n'est pas éthique. Mais le gouvernement utilise tous les moyens possibles pour polluer notre village, le lagon de Puttalam et le parc national de Wilpattu sans notre consentement. Nous sommes menacés par les autorités et par les personnes ayant des intérêts privés dans ces projets ».

Notre étude montre qu'à la fois l'Etat et les acteurs non étatiques ont recours à la menace envers les défenseurs des territoires au Sri Lanka. C'est la police intervient le plus pour empêcher les manifestations et les campagnes, y compris en tirant sur la foule, mais les entreprises et les autorités politiques sont aussi impliquées dans des formes de harcèlement physique et mental plus « douces » mais tout aussi graves. Dans certains cas, les

défenseurs sont assassinés. En 2012, Antony Warnakulasuriya, 35 ans et père de deux enfants, a ainsi été tué par balle pendant une manifestation contre l'augmentation du prix du pétrole, annoncée par le gouvernement dans le cadre des mesures d'austérité imposées par le Fonds monétaire international (augmentation de jusqu'à 50%). En 2013, trois jeunes ont été tués par les forces spéciales pendant une manifestation contre la pollution de l'eau par l'usine de caoutchouc Venigros dans le village de Rathupaswela, près de Colombo. M. Ananda de Marukanda a été poursuivi en justice pour avoir retardé le projet de micro-centrale hydraulique sur son terrain et on lui réclame 15 millions de Rs. de dommages. Il est difficile de s'opposer à cette violence et à cette intimidation, et beaucoup de personnes disent avoir abandonné leurs campagnes après des expériences assez amères.

Protéger ces défenseurs est une priorité et une urgence. Nous devons bien souvent les paysages et les ressources dont nous jouissons aujourd'hui aux sacrifices passés de défenseurs de territoires. Véritables héros du quotidien, ils devraient être soutenus au lieu d'être inquiétés.

Les défenseurs des territoires doivent pouvoir s'engager dans le militantisme pour la protection des droits et des ressources avec la conviction qu'ils sont protégés. Le gouvernement doit reconnaître le statut de défenseur des territoires, comprendre et reconnaître la valeur de leur militantisme et leur fournir protection, aide juridique et appui technologique. Il faut aussi que les citoyens comprennent que les défenseurs ne se battent pas pour des intérêts privés mais pour l'intérêt général, et que chacun a le devoir de les protéger. Les défenseurs des territoires doivent également se mettre en réseau afin de relier leurs luttes, mieux faire entendre leur voix et mieux s'accorder.



La campagne « Port City » contre le projet de nouvelle route de la soie de la Chine.
© Janaka Withanage/CJE/Amis de la Terre Sri Lanka.

ÉTUDES DE CAS SUITE



En haut à gauche : Le leader de TAMASCO, Datu Victor Danyan, signe la résolution de non-consentement pour l'occupation des terres par Daguma Agro-Minerals Inc (DAMI). Ci-dessus : Marivic Danyan, fille du leader assassiné, Victor Danyan. © LRC-KsK/Amis de la Terre Philippines.

PHILIPPINES : LE CAFÉ À L'HEURE DE L'IMPUNITÉ

Le café est présenté comme le prochain négoce en or aux Philippines. Et pourtant, cette boisson en apparence inoffensive a déjà fait couler du sang, tandis que les entreprises caféières tentent d'arracher aux peuples autochtones des terres fertiles ancestrales.

Le café est une boisson de plus en plus populaire aux Philippines, en voie de devenir le cinquième pays plus gros consommateur de café au monde. Il est aussi idéalement situé pour la culture du café. D'où les projets de relancer sa filière caféière souffreteuse pour en faire un exportateur net d'ici 2022.⁵² Une feuille de route quinquennale énonce les projets de l'industrie du café pour la filière, qui prévoient notamment la mise à disposition de 213 788 hectares de terres pour la culture caféière. Les principales zones de production de café se trouvent à Mindanao, en particulier dans les régions de SOCCSKSARGEN et Davao.

L'expérience du peuple autochtone T'boli Monobo donne un avant-goût du violent scénario qui pourrait s'appliquer dans ce contexte et face à ces convoitises. Le village de Datal Bonlangon à Barangay

Ned abritait 67 familles autochtones (environ 300 personnes) dans la municipalité du lac Sebu à Mindanao. Leurs terres ont été saisies pour la production de café par la Dawang Coffee Plantation, par l'intermédiaire de l'Accord de gestion intégrée des forêts (IFMA) No. 022, conclu en 1992 entre le ministère de l'Environnement et des ressources naturelles (DENR) et l'entreprise Silvicultural Industries Inc (SII) (qui fait partie du groupe commercial de la famille Consunji).

Depuis, les membres de la communauté se sont retrouvés pris dans un bras de fer acharné pour tenter de récupérer leurs terres. En 2006, leurs efforts ont semblé porter leurs fruits. Ils ont réussi à rentrer chez eux et à récupérer leurs terres, malgré les violentes menaces des gardes de la compagnie.⁵³ Ils ont également demandé un certificat de titre de domaine ancestral (CADT) et se sont co-organisés officiellement au sein de l'organisation TAMASCO (T'boli-Manobo S'daf Claimants Organizations). Datal est devenue le quartier général où les membres de TAMASCO se réunissaient pour planifier et célébrer leurs victoires, sous la direction du chef Datu Victor Danyan, des aînés et des membres du conseil tribal.

Mais les tensions ont perduré et se sont exacerbées lorsque des contrats ont été émis par des entreprises sur le charbon, dont DM Consunji Construction Equipment Resources Inc (DMCI) - toujours sans consentement préalable, libre et éclairé des communautés. Des maisons de membres de ces communautés ont été saccagées

02

par les gardes de DMCI et Victor Danyan a reçu des menaces de mort, le forçant à chercher refuge ailleurs. En 2013, ces luttes ont été signalées au Rapporteur spécial des Nations Unies pour les peuples autochtones, mais rien n'a changé.

En 2016, l'accord IFMA initial était censé expirer. Datu Victor a abattu des arbres à café sur les terres ancestrales de TAMASCO et a exigé le départ des gardes de l'entreprise en personne. Datu Victor et plusieurs autres membres de la communauté ont reçu des mandats d'arrêt.

Cependant, par un tour de passe-passe bureaucratique, l'IFMA a finalement été renouvelé en 2015, en le combinant avec un autre IFMA attribué à l'entreprise M&S. L'existence juridique de l'entreprise Silvicultural a pris fin et l'entreprise M&S a obtenu l'autorisation d'intervenir dans la plantation. Le conglomérat Consunji possède différentes entreprises en charge de différentes activités: l'entreprise M&S est leur branche consacrée à l'agriculture, qui est désormais responsable du litige de l'IFMA.⁵⁴ Cette manœuvre a permis de poursuivre les activités de plantation comme si de rien n'était. Le neveu de Datu Victor, Datu Dande, se souvient qu'il avait averti le bureau local du DENR : « Si vous laissez traîner les choses, nous allons tous être tués. »

Le 3 décembre 2017, un jour avant une réunion prévue entre TAMASCO et le DENR, les militaires ont ouvert le feu, tuant Datu Victor Danyan et sept autres membres de TAMASCO, obligeant la communauté à évacuer les lieux.⁵⁵

L'armée a déclaré qu'elle menait une opération militaire contre des rebelles, mais les membres de la communauté ne sont pas des rebelles ou des insurgés, et aucun membre connu de ces groupes n'a été retrouvé parmi les morts et les blessés. La communauté ne fait que défendre ses droits. Datu Victor savait probablement que l'abattage des caféiers ferait de lui une cible privilégiée. Il avait dit au chef actuel de TAMASCO, Datu Dande Dinyan : « Je mourrai, pour que tu puisses récupérer nos terres ». Sa famille et sa communauté sont déterminées à faire que son sacrifice n'ait pas été vain.

« J'ai dû remettre une partie de la cervelle de mon mari dans son crâne pour qu'il puisse être enterré. J'ai essayé de changer mes frères morts, mais leurs blessures étaient trop profondes... Cette terre est à nous et à nos enfants. Nous en vivons. Nous ne connaissons pas d'autre endroit où nous sentir chez nous. C'est chez nous. »

Marivic Danyan, fille de Datu Victor Danyan.

Le Legal Rights and Natural Resources Center (LRC)/Amis de la Terre Philippines a déposé une pétition au nom de TAMASCO, demandant l'annulation immédiate de l'IFMA. En juillet 2019, le DENR a répondu qu'il examinerait la question, mais rien n'est moins sûr - au cours de l'année et demie qui a suivi l'incident, aucune enquête n'a été menée.

LRC a également apporté son soutien à TAMASCO lors d'audiences publiques avec la Commission nationale philippine des peuples autochtones (NCIP), insistant sur le fait que la Commission devait remplir son mandat de protection des communautés autochtones. D'autres organisations non gouvernementales appartenant au groupe de travail de la coalition TAMASCO ont apporté leur aide via

des sessions sur les traumatismes, des interventions humanitaires d'urgence et un soutien en matière de plaidoyer. En décembre 2017, une résolution a été déposée au Congrès philippin pour enquêter sur le massacre des huit membres de TAMASCO (Res.No.1550, 17^{ème} Congrès, 2^{ème} session ordinaire).⁵⁶ Elle est en attente d'une décision.

Sous le Président Duterte, les peuples autochtones ont été progressivement criminalisés et leurs terres militarisées, alors même que la législation nationale reconnaît leurs droits. Cette affaire démontre clairement la nécessité d'un traité des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains qui oblige les pays à s'engager à surveiller et à sanctionner les entreprises qui violent les droits humains.

Les domaines ancestraux sont les derniers bastions de préservation et de protection des réserves naturelles des Philippines. Les populations paient au prix de leur vie leur résistance et leur détermination à s'accrocher à leurs domaines ancestraux pour les protéger du cadre dominant et destructeur du « développement ». Cela ne peut pas continuer. Ceux qui violent les droits humains et territoriaux des peuples autochtones doivent être traduits en justice. Les contrats facilitant l'empiètement illégal des territoires doivent être résiliés et les militaires doivent être évacués de ces terres. Les lois et principes existants doivent être appliqués, dans le respect des droits humains individuels et collectifs des communautés autochtones, à commencer par les communautés Bryg. Ned T'boli Manobo. Le peuple T'boli Manobo vit en harmonie avec sa terre, mais son mode de vie est aujourd'hui menacé. Sa résistance est passible de fausses accusations de crimes, de menaces, de harcèlement et de descentes dans leurs communautés et leurs foyers. Le massacre des huit dirigeants du TAMASCO est un rappel tragique des risques et des sacrifices auxquels les défenseurs des territoires doivent faire face.

Mais leur détermination à protéger leurs terres et leurs communautés ne faiblit pas. Chez TAMASCO, le successeur de Datu Victor, Datu Dande Dinyan, a poursuivi la lutte pour reprendre le contrôle et la pleine jouissance du domaine ancestral de TAMASCO. Malgré les menaces continues contre sa vie et sa sécurité, il a joué un rôle déterminant dans la constitution d'un dossier pour faire annuler l'actuelle IFMA. La fille de Datu Victor, Marivic, également menacée, a assumé un rôle de leadership au sein de la communauté. Tous leurs efforts contribuent à la lutte continue pour leurs droits sur leurs domaines ancestraux.

« Nous défendons notre terre comme nos aînés l'ont fait. La justice doit être rendue bientôt. Combien d'entre nous doivent encore mourir ? »

Datu Dante Dinyan.

NOTES :

- 52 See *Industry road map to boost production of PF coffee*, Philippine News Agency, 18.04.2018, <https://www.pna.gov.ph/articles/1032353>
- 53 LRC-KsK DVO, DBL Community Profile-draft, 2005 [internal document]
- 54 LRC-KsK research notes on the DBL Community Profile, 28 May 2004; and Notes taken from the *Brief Background on IFMA No. 22 of Silvicultural Industries Inc.* [sur le dossier au DENR- FMB] pendant une visite le 16 September 2004 à Quezon City (document interne dont la reproduction n'est pas autorisée); et site web du Forest Management Bureau <http://forestry.denr.gov.ph/IFMA%2011-30-04.xls>. DMCI a nié tout lien avec M&S mais des membres de la famille Consunji ont été identifiés comme fondateurs, administrateurs et actionnaires de M&S.
- 55 LRC-KsK (2005). *Case Study: Determining a Community's Future with Maps and Coffee*. IWGIA (non publiée)
- 56 Voir la résolution N°1550 de la Chambre des représentants Philippines www.congress.gov.ph/legisdocs/basic_17

GARANTIR LA SÉCURITÉ DES PERSONNES :

CHANGEMENT DE SYSTÈME
ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES

03



Cultiver près d'une centrale à charbon a causé d'importantes pertes dans mes revenus. Je souhaite un meilleur avenir que cela pour mes enfants, c'est pourquoi je lutte contre la nouvelle centrale à charbon! Ibu Rumsiah de Kalimantan, Indonésie, en lutte contre la centrale à charbon d'Indrumayu. © Luka Tomac/Amis de la Terre International.

Chaque jour, des peuples et des communautés du monde entier se rassemblent pour mener des actions collectives. Leurs luttes sont diverses et variées, allant de quelques lettres pour sauver un arbre à des mouvements de masse de millions de personnes pour réclamer justice et démocratie. Souvent, ces personnes luttent pour leurs droits collectifs, pour la dignité, pour l'accès aux ressources et pour leur utilisation durable.

De plus en plus de manifestations majeures ont lieu partout dans le monde depuis une dizaine d'années.⁵⁷ Il s'agit d'une réaction au paradigme économique néolibéral dominant qui engendre des inégalités croissantes, des famines, la dégradation de la démocratie, la destruction des territoires et des moyens de subsistance, le changement climatique, la perte de biodiversité, l'accaparement des terres et l'impunité des entreprises qui violent les droits humains.

Pourtant, nombre de défenseurs des territoires et des droits se voient menacés, harcelés ou, dans les pires des cas, assassinés. Ces dernières années, le personnel, les militants et les sympathisants des groupes membres d'Amis de la Terre Asie-Pacifique ont été violentés, poursuivis en justice, enlevés, ruinés financièrement, diffamés, emprisonnés et assassinés pour avoir fait campagne en faveur de la justice environnementale.

Pour assurer la sécurité des défenseurs, nous avons besoin à la fois d'un changement systémique et d'initier des politiques pratiques aux niveaux local, national et international, ainsi qu'au sein des

organisations de la société civile. Dans la région Asie-Pacifique, Amis de la Terre travaille avec des alliés, des communautés, des avocats et des médecins pour renforcer leur capacité à défendre nos droits et territoires en toute sécurité, et à comprendre ces droits, y compris le consentement libre, préalable et éclairé. Nous avons organisé des centaines d'ateliers de formation et de planification sur la sécurité dans toute la région pour mettre en place un réseau de défenseurs des territoires, et nous avons mis en place des stratégies de solidarité, un système de réponse rapide pour les défenseurs menacés et une série de ressources en ligne vitales.

Le système néolibéral actuel exploite les personnes pour le profit et facilite l'impunité des entreprises, ce qui débouche sur des violences à l'encontre de ceux qui s'opposent au pouvoir économique et politique. Pour mettre fin à cette violence sur le long terme, nous devons changer ce système. Nous devons créer des sociétés durables et de nouvelles relations entre les êtres humains, et entre les humains et la nature, fondées sur l'égalité et sur la réciprocité. Mais pour créer ces sociétés et faire valoir les droits des personnes, nous devons accroître le pouvoir du peuple.

Pour Amis de la Terre International, cela signifie transformer nos systèmes économiques, alimentaires et énergétiques, les fonder sur des démocraties authentiques, radicales et justes, centrées sur la souveraineté et la participation des peuples.

TRANSFORMER NOTRE ÉCONOMIE

Le droit international doit placer les personnes au-dessus des profits des entreprises, en garantissant des règles contraignantes pour les entreprises et des mécanismes qui assurent l'accès à la justice pour les victimes des sociétés transnationales. Les luttes contre les mégaprojets d'investissement en Indonésie (p10) et les projets de récupération de terres sur la mer en Malaisie (p12) mis en évidence dans les études de cas de ce rapport ne sont que deux exemples montrant comment les gouvernements et les entreprises réduisent les dissidents au silence et chassent les populations de leurs terres et de leurs territoires.

L'instrument juridiquement contraignant visant à réglementer les sociétés transnationales et autres entreprises en matière de droits humains actuellement en cours de négociation à l'ONU contribuera à mettre fin aux violations des droits humains perpétrées par les entreprises contre les défenseurs des communs partout dans le monde.

Il existe déjà des milliers de solutions pratiques de justice économique, pour un monde plus juste et plus durable qui mette les citoyens et l'environnement au centre. Il s'agit notamment des services publics, rendus grâce à la justice fiscale, de la propriété sociale et du coopérativisme, des marchés locaux et du commerce équitable, de la gestion communautaire des forêts et de manières de valoriser le bien-être des populations et de la planète.

La mise en œuvre de ces solutions à plus grande échelle requiert des politiques publiques nationales et internationales permettant aux populations de lutter pour un État démocratique, qui promeuve la participation populaire et garantisse les droits des populations à l'eau, à la terre et aux territoires, ainsi qu'à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, au logement et à des emplois décents. Amplifier ces solutions de justice économique contribuerait à mettre fin à l'ère du néolibéralisme et à remodeler notre économie mondiale vers des sociétés durables.

Les luttes des femmes défenseurs des territoires illustrent comment l'incursion du capital dans les territoires des peuples et des communautés conduit à une augmentation de la violence envers les femmes et à des violations de leurs droits. Les principes de l'économie féministe, le démantèlement de la division sexuelle du travail et la réorganisation du travail des soins sont fondamentaux pour construire un avenir économique juste en matière de genre.

TRANSFORMONS NOTRE SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE

Nous devons transformer notre système énergétique et basculer des combustibles fossiles polluants et dangereux vers un avenir basé sur l'énergie renouvelable aux mains des communautés, dans lequel l'accès à l'énergie est un droit pour tous. Les luttes contre la centrale à charbon de Rampal au Bangladesh (p8), les centrales nucléaires russes (p16) et le programme israélien de gestion des déchets nucléaires ne sont que quelques exemples montrant que c'est la sécurité de centaines de communautés dans le monde est en jeu dans leur lutte contre les énergies polluantes.

Nous devons construire un système énergétique communautaire, contrôlé par l'État, entièrement basé sur les énergies renouvelables, qui garantisse le droit fondamental à l'énergie pour tous et respecte les

droits et les différents modes de vie des communautés dans le monde. Pour y parvenir, nous devons contester le pouvoir des entreprises et exercer un véritable contrôle démocratique sur les décisions de nos gouvernements en matière d'énergie. Il faudra pour cela investir dans une énergie adaptée aux contextes locaux, sans danger pour le climat, abordable et à faible impact pour tous. Nous devons réduire la dépendance énergétique et le gaspillage énergétique, notamment jugulant la surconsommation d'énergie dans les pays développés, tout en veillant à ce que chacun dispose de suffisamment d'énergie pour satisfaire ses besoins pour s'assurer une vie digne.

TRANSFORMONS NOTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE

Les pratiques d'intimidation envers les populations locales qui défendent leurs terres au Sri Lanka (p18) et le meurtre tragique de dirigeants autochtones qui luttent contre les plantations de café aux Philippines (p20) mettent en évidence le lien entre l'agrobusiness et les abus de pouvoir. Il faut transformer le système alimentaire et faire basculer ce modèle agro-industriel nocif et violent vers un système fondé sur l'agroécologie.

L'agroécologie redonne aux personnes qui nourrissent les populations la pleine maîtrise de leurs semences, de la biodiversité, des terres et territoires, des eaux, des connaissances, de la culture et des communs. Protéger et développer l'agriculture agroécologique à petite échelle et la souveraineté alimentaire à travers des investissements est essentiel si nous voulons mettre un terme au pouvoir excessif de l'agrobusiness, tout en garantissant à la population mondiale un approvisionnement alimentaire sûr, approprié culturellement, nutritif et durable. L'agroécologie est une puissante combinaison de sciences et de savoirs traditionnels, créant des pratiques agricoles dynamiques. Mais c'est aussi un système socio-économique et un mouvement politique alternatif. Elle combine des pratiques agricoles traditionnelles et des principes écologiques, et elle offre de nombreuses et riches alternatives à l'agriculture industrielle destructrice. L'agroécologie valorise les connaissances locales, la justice sociale et économique et le contrôle des populations sur leurs territoires, et elle garantit le droit à la terre, à l'eau et aux semences. Elle nourrit des relations sociales fondées sur la justice et la solidarité et reconnaît le rôle fondamental que jouent les femmes dans la production alimentaire.



Abeer Al Buteh de Pengon/Amis de la Terre Palestine, dénonçant le rôle des entreprises dans les violations israéliennes à l'encontre de la population palestinienne et de l'environnement, pendant les négociations sur le Traité contraignant de l'ONU à Genève, 2018.
© Victor Barro/Amis de la Terre International.

GARANTIR LA SÉCURITÉ DES PERSONNES :

CHANGEMENT DE SYSTÈME ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES SUITE

RECOMMANDATIONS POLITIQUES :

Amis de la Terre Asie-Pacifique recommande que tous les gouvernements et institutions internationales s'emploient à faire avancer les propositions suivantes, afin de garantir que les entreprises, y compris les entreprises publiques, soient obligées de rendre des comptes pour les violations des droits humains et environnementaux perpétrées à tous les niveaux de leurs chaînes d'approvisionnement mondiales :

- Établir le Traité des Nations Unies sur les sociétés transnationales, mécanisme juridique exécutoire qui oblige les sociétés transnationales à répondre de leurs crimes devant un tribunal international.
- Affirmer la supériorité des droits humains sur les accords commerciaux et d'investissement dans la hiérarchie des normes, en faisant passer les droits humains et la souveraineté des États avant les droits des investisseurs.
- Obliger directement et légalement les sociétés transnationales, et non pas seulement les États, à respecter le droit international des droits humains, le droit international de l'environnement et les normes internationales du travail.
- Veiller à ce que ces obligations s'appliquent aux sociétés transnationales (les sociétés mères, filiales et sociétés affiliées), à leurs chaînes d'approvisionnement (entreprises contractantes, prestataires, sous-traitants et fournisseurs), aux investisseurs qui fournissent des capitaux et à toute autre entité sous leur contrôle.
- Outre le renforcement de la juridiction des tribunaux nationaux, créer des mécanismes de mise en œuvre solides, y compris un tribunal international, essentiels pour garantir le respect des obligations énoncées dans le Traité. Ce tribunal doit être compétent pour recevoir, instruire, juger et exécuter ses décisions.
- Reconnaître l'autorité morale et légitime des peuples affectés par les activités des sociétés transnationales.
- Établir le droit aux réparations, à l'information, à la justice et aux garanties de non-répétition de toute violation des droits humains, et garantir le droit des défenseurs de refuser tout projet qui pourrait les affecter.
- Empêcher l'influence des sociétés transnationales sur la préparation, la négociation et la mise en œuvre du Traité. Les sociétés transnationales ne peuvent pas être autorisées à continuer de rédiger les règles qui les régissent.
- Faire rendre des comptes à la finance internationale pour les violations de l'environnement et des droits humains.
- Y compris un mécanisme international de règlement des plaintes garantissant la justice aux personnes affectées.

- Inclure des dispositions spécifiques garantissant la protection juridique de ceux qui défendent la nature et les droits des peuples contre les intérêts des entreprises.

Amis de la Terre Asie-Pacifique exhorte également les gouvernements nationaux à :

- Appliquer la législation existante pour mettre fin au pillage des ressources communautaires par les entreprises, prévenir les attaques contre les défenseurs des territoires et mettre fin à l'impunité des entreprises en matière de destruction de l'environnement et de violations des droits humains.
- Reconnaître le rôle des défenseurs, développer des mécanismes pour les protéger et les inclure dans les mécanismes décisionnels pertinents.
- Enquêter de manière indépendante et traduire rapidement en justice tous les auteurs de violations et d'assassinats de défenseurs des territoires.
- Respecter et mettre en œuvre pleinement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP).
- Adopter et ratifier le Traité contraignant des Nations Unies sur la responsabilité des sociétés transnationales.
- Mettre en place des réglementations pour limiter la surconsommation qui conduit aux niveaux actuels d'utilisation des ressources naturelles et de demande en énergie, qui réduit la disponibilité des ressources naturelles et qui exacerbe les conflits entre défenseurs des territoires, États et entreprises.

Les Amis de la Terre Asie-Pacifique recommandent à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et aux gouvernements de l'ASEAN de :

- Faire pression pour que le mécanisme des droits humains de l'ASEAN - la Commission intergouvernementale des droits humains de l'ASEAN (AICHR) - devienne un organe judiciaire ayant le pouvoir d'intervenir en cas d'abus et de violations contre les défenseurs des territoires, et d'exécuter ses décisions.
- Permettre à l'AICHR de recevoir les plaintes des OSC, des ONG et des parties lésées une fois que tous les recours nationaux ont été épuisés, et donner aux commissaires le pouvoir d'enquêter sur les violations contre les défenseurs des territoires et de recommander les mesures appropriées.

NOTE :

57 *The Complexities of Global Protests*, Carothers T & Young R, Carnegie Endowment for International Peace, 8.8.15, <https://carnegieendowment.org/2015/10/08/complexities-of-global-protests-pub-61537>

BIBLIOGRAPHIE

BANGLADESH

BPA (2016). *Petition to UNESCO's World Heritage Committee*, Bangladesh Poribesh Andolon (Bangladesh Environmental Movement), National Committee for Saving the Sundarbans, Nijera Kori and Waterkeepers (2016).

Banu, N. (2016). *Rampal Power Plant Vs Sundarbans* [website: UNESCO].

Bodley, J H (1982). *Victims of Progress*. Mayfield Publishing Company, California, USA. National Committee to protect Oil-Gas-Mineral Resource, Power and Port, Bangladesh.

South Asians for Human Rights (SAHR), *Report of the Fact Finding Mission to Rampal, Bangladesh*, 2015.

UNESCO (2016). *Report on the Mission to the Sundarbans World Heritage Site*, Bangladesh, from 22 to 28 March, 2016.

MALAISIE

Abd Rahim Kaparawi & Ziauddin Abdul Latif. *Overview of Coastal Reclamation Projects in Malaysia*, Coastal Engineering Division, Department of Irrigation and Drainage Malaysia.

Arsyad (2008). *Coastal reclamation projects in Indonesia: the weaknesses which lead to severe socioenvironmental impacts*, International Conference on Environmental Research and Technology.

Chee Su Yin & Sim Yee Kwang (2016). *Coastal macroinvertebrate study in Penang Island, Malaysia*, Tropical Life Sciences Research 27(Supp. 1): 39–44. doi: 10.21315/tlsr2016.27.3.6

Chee Su Yin et al (2017). *Land Reclamation and artificial islands: Walking the tightrope between development and conservation*, Chee Su Yin, Othman Abdul Ghapar, Sim Yee Kwang, Adam Amni Nabilah Mat et Firth Louise B. 12 (2017). *Global Ecology and Conservation* 12 :80–95. doi:10.1016/j.gecco.2017.08.005

Dr. Nik & Associates Sdn. Bhd. (2013) *Detailed Environmental Impact Assessment (DEIA) Study for the Proposed Reclamation of Seri Tanjung Pinang Development Penang*.

Dr. Nik & Associates Sdn. Bhd. (2017) *Environmental Impact Assessment Study (2nd Schedule). Proposed Reclamation and Dredging Works for the Penang South Reclamation*.

Free Malaysia Today (2017). *Melaka Gateway raises heritage concerns for Portuguese Settlement*, 7 Septembre 2017, <http://www.freemalaysiatoday.com/category/nation/2017/09/07/melaka-gateway-raises-heritage-concerns-for-portuguese-settlement/>

Guo H et Jiao J J (2007). *Impact of Coastal Land Reclamation on Ground Water Level and the Sea Water Interface*. *Ground Water* 45, 362-367.

Hassan M I et Rahmat N H (2016). *The Effect of Coastline Changes to Local Community's Social-Economic*, Muhammad Imzan Hassan and Nurul Hanira Rahmat, The International Archives of the Photogrammetry, Remote Sensing and Spatial Information Sciences, Volume XLII-4/W1 -25-2016.

New Straits Times (2017), *Diminishing mangroves: Save them before it's too late*, 6 Mars 2017, <https://www.nst.com.my/news/2017/03/218057/diminishing-mangroves-save-them-its-too-late>

Pengang Economic Report (2005). *Impact of the Tsunami of Penang's Economy*, January 2005, Penang Economic Report, January 2005, Volume 7, Issue 1, p6.

Priyandes A & Majid M Rafee (2009). *Impact of the Reclamation Activities on the Environment Case Study: Reclamation in Northern Coast of Batam*. *Jurnal Alam Bina*, Vol. 15, pp21-34.

Ramly S (2008). *Impact on the coastal areas of the Tanjung Tokong Land Reclamation Project, Penang, Malaysia, Effects on wave transformation, sediment transport, and coastal evolution*. LTH, Lund University, Sweden.

The Diplomat (2017.) *Malaysia's Forest City and the Damage Done*, 30 August 2017.

The Star (2015). *Reclaimed Land to Fund Project in Penang*, 28 November 2015, <https://www.thestar.com.my/news/nation/2015/11/28/reclaimed-land-to-fund-project-penang-will-see-two-manmade-islands-under-the-rm27biltransport-maste/>

The Sun (2010). *Reclamation may have caused changes in tidal currents*, 2 February 2010, <http://www.thesundaily.my/node/146563>

Yasser El Sayed Mostafa (2012). *Environmental impacts of dredging and land reclamation at Abu Qir Bay, Egypt*. *Ain Shams Engineering Journal* Vol. 3, pp.1–15.

PALESTINE

Abu Hashish, Abdullah (undated). *A reason for the spread of cancer in the Gaza Strip: Radiation pollution left by the guns powder will be felt soon by the population of the Gaza Strip*.

Alarabnews.com (2004). *Weapons to suppress the uprising are internationally banned weapons: warplanes, uranium, explosive lead, poisonous gases*, Khaled al-Halabi and Mohammed Abu Sharkh, alarabnews.com/alshaab/2004/07-05-2004/p7.htm

Amin Mohammed Hoteit (2006). *War on Lebanon: Background, Performance and Results* [News Report], Al Jazeera Satellite Channel, 2006.

Bailony R et al (2011). *Cancer registration and health care access in West Bank, Palestine: a GIS analysis of childhood cancer, 1998–2007*, Rami Bailony, Mohammad Hararah, Abdel Razzaq Sallhab, Ibrahim Ghannam, Ziad Abdeen and Jess Ghannam, *International Journal of Cancer*: 129, 1180–1189 (2011).

Dabayneh K M et al (2006). *Assessment of Natural and Man-Made Radioactivity Levels of the Plant Leaves Samples as Bio-Indicators of Pollution in Hebron District-Palestine*, Dabayneh K M et al, *Arab J. of Nuclear Science and Applications*, 39(2), 232-242, 2006.

Dabayneh K et al (2008). *Environmental Nuclear Studies of Natural and Manmade Radioactivity at Hebron Region in Palestine*, Dabayneh K M, Sroor A, et Abdel-Haleem S, *Al-Quds Univ. J. for Research and Studies*, 12, 23- 42, 2008

Dabayneh K et al (2008b). *Radioactivity Concentration in Soil Samples in the Southern Part of the West Bank-Palestine*, Dabayneh K M, Mashal L et Hasan F, *Rad. Prot. Dos.*, 131(2), 265-271, 2008.

Eckerman KF, Endo A (2008): *MIRD: Radionuclide Data and Decay Schemes*. Society for Nuclear Medicine.

Environment and Development Horizons (2008). *Has the West Bank turned into a landfill for Israeli nuclear waste?! Thera Faqousa et George Karzam*. *Environment and Development Horizons*, No. 1, Mars 2008.

Environment and Development Prospects (2009). Issue 19, Novembre 2009

Hayek, Hosni Ibrahim (2007). *Dimona Reactor and Nuclear Pollution in the Region*, Studies published by the Arab Center for Cultural and Strategic Studies, London, 23 Juillet 2007.

Maan (2011). *A significant rise in the proportion of nuclear radiation in the south* [press report], Maan News Agency, 6 Octobre 2011.

Sawa (2017), *Gaza Strip, after six nuclear bombs!!* [report], Palestinian news agency Sawa, Sunday 1 Octobre 2017.

Star Times (2004). *Dimona Reactor - Nuclear Mystery*, Sawt Al Watan Newspaper, Issue 2. Octobre 2004. Environmental News. Jordan www.startimes.com

Thabayneh K et al (2012). Thabayneh K M, Abu-Samreh M M, Mashal L A and Awawdeh K M, *Determination of Natural Radioactivity Concentrations and Dose Assessment in Natural Water Resources from Hebron Province, Palestine*. Hebron University Research J. (A). 6, 19 – 33, 2012.

Thabayneh K M and Jazzar M M (2013). *Radioactivity levels in plant samples in Tulkarem district, Palestine and its impact on human health*, Radiation Protection Dosimetry, 153(4), 467–474 (2013).

Thabayneh K M (2015). *Measurement of 222Rn Concentration Levels in Drinking Water and the Associated Health Effects in the Southern Part of West Bank-Palestine*, Thabayneh K M, Applied Radiation and Isotopes J., 103, 48-53, 2015.

Thabayneh K M (2015b). *Soil-to-Plant Transfer Factors and Distribution Coefficient of 137Cs in Some Palestinian Agricultural Areas*, Thabayneh K M, Open Access Library Journal, 2: e1911, 2015. <http://dx.doi.org/10.4236/oalib.1101911>

Thabayneh K M (2016). *Determination of Alpha Particles Concentration in Some Soil Samples and the Extent of their Impact on the Health*, Thabayneh K M, SAINS MALAYSIANA JOURNAL, 45(5), 699-707, 2016.

The New Arab (2015). *Dimona reactor: radioactive leak kills the people of Hebron* [report], The New Arab, 24 Juin 2015.

UNSCEAR (2000). *Sources and effects of ionizing radiation*. Report to the General Assembly, United Nations Scientific Committee on the Effects of Atomic Radiation. 1, Annex B. UNSCEAR (2000).

WHO (1993). *Guidelines for Drinking Water Quality*. (Recommendations, Geneva, 1: WHO).

Yaqin (2011). *The Israeli War on the Palestinian Body*, Yaqin, Tahsin, Environment and Development Prospects, Issue 39, Octobre 2011.

SRI LANKA

United Nations Special Rapporteur on the situation of human rights defenders (2016). *They spoke truth to power and were murdered in cold blood*, Michel Forst, 2018, https://www.protecting-defenders.org/sites/protecting-defenders.org/files/environmentaldefenders_0.pdf



Ci-dessus : Gosman Kabirov, militant écologiste local, dans la région contaminée de la centrale de Mayak.
© Timme Ellingjord/Natur og Ungdom.

Gauche : Communauté de pêcheurs protestant contre le projet de récupération de terres sur la mer à Penang, 13 mars 2019.
© Sahabat Alam Malaysia/Amis de la Terre Malaisie.



Ci-dessus : Campagnes d'Umaoya « Stop aux forages de nos vies ».
© Janaka Withanage/ICE/Amis de la Terre Sri Lanka.

Droite : Une gardienne de la terre T'boli Manobo s'occupe de l'agriculture aux Philippines.
© LRC-KsK/Amis de la Terre Philippines.



DÉFENDRE LES TERRITOIRES,
DÉFENDRE
NOS VIES

Amis de la Terre Asie-Pacifique
NOVEMBRE | 2019

**LES AMIS
DE LA TERRE
DANS
LE MONDE**



Afrique

Cameroun
Ghana
Liberia
Mali
Maurice
Mozambique
Nigeria
Sierra Leone
Afrique du Sud
Tanzanie
Togo
Tunisie
Ouganda

Asie-Pacifique

Australie
Bangladesh
Corée du Sud
Indonésie
Japon
Malaisie
Népal
Palestine
Papouasie-Nouvelle
Guinée
Philippines
Russie
Sri Lanka
Timor oriental

Europe

Autriche
Belgique (*Flandre*)
Belgique (*Wallonie
et Bruxelles*)
Bosnie et
Herzégovine
Bulgarie
Croatie
Chypre
République tchèque
Danemark
Angleterre, Galles
et Irlande du Nord
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Allemagne
Hongrie

Irlande
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Macédoine
(*ex République
yougoslave de*)
Malte
Pays-Bas
Norvège
Pologne
Écosse
Russie
Slovaquie
Slovénie
Espagne
Suède
Suisse
Les Jeunes Amis
de la Terre Europe

**Amérique latine
et Caraïbes**

Argentine
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Curaçao (*Antilles*)
El Salvador
Grenade (*Antilles*)
Guatemala
Haïti
Honduras
Mexique
Paraguay
Uruguay

Amérique du Nord

Canada
États-Unis

www.foeasiapacific.org

mobiliser résister transformer

amis de la terre asie-pacifique
c/o Sahabat Alam Malaysia (SAM)
No. 1, Jalan Joki,
11400 Penang, Malaisie

tel: +604 827 6 930 fax: +604 827 6 932
email: apacrf@gmail.com
Suivez-nous : twitter.com/foeasiapacific
facebook.com/FoEAsia

 **Amis de
la Terre
Asie-Pacifique**